



ReLatiONS

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 781

DÉCEMBRE 2015

Sortir du « choc des civilisations »

La fabrique de l'ennemi civilisationnel

Le chaos créateur

Leçons d'un massacre

Radicalisation : ce qu'on refuse de voir

Espérances pour une modernité arabo-musulmane

Débat

Les conférences climatiques sont-elles encore utiles ?



7,00 \$



ARTISTE INVITÉE : DOMINIQUE BLAIN

DOSSIER

ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
<i>Mä tigwe ti mägwe</i>	9
Jorge Sarsaneda, s.j.	
LE CARNET	
DE BERNARD ÉMOND	
Gratitude	10
LANGUES ET TERRITOIRES	
CHRONIQUE POÉTIQUE	30
Le chant des migrants	
Natasha Kanapé Fontaine	
AILLEURS	
Conflit en Ukraine:	
agression russe ou guerre civile?	32
Mark-David Mandel	
REGARD	
La réforme Barrette: cap sur le privé en santé	35
Jacques Benoit	
DÉBAT	
Les grandes conférences climatiques	
sont-elles encore utiles?	38
René Audet	39
Maxime Combes	
EN BREF	41
MULTIMÉDIAS	42
LIVRES	43

SORTIR DU « CHOC DES CIVILISATIONS »

Sortir du « choc des civilisations »	12
Emiliano Arpin-Simonetti	
La fabrique de l'ennemi civilisationnel	14
Samir Saul	
Vous avez dit <i>civilisation</i> ?	16
Gilles Bibeau	
Le chaos créateur	18
Jacques-Alexandre Mascotto	
Leçons d'un massacre	20
Jean-Claude Ravet	
La construction médiatique des préjugés	22
Amine Brahimi	
Radicalisation: ce qu'on refuse de voir	23
Denise Helly et Frédéric Nadeau	
Espérances pour une modernité arabo-musulmane	26
Mohammed Taleb	

ARTISTE INVITÉE

Dominique Blain vit et travaille à Montréal. Ses œuvres sont principalement des installations, créées en utilisant une variété de matériaux: photographies d'archives, articles de journaux, images vidéo, objets du quotidien dont elle explore de nouvelles significations pour questionner la société. Sa démarche d'artiste se situe à la jonction de considérations esthétiques et de préoccupations sociopolitiques telles que le racisme, la censure, le colonialisme et la manipulation médiatique. Ce qui l'intéresse plus particulièrement, c'est la perception que nous avons du réel et le décalage qui existe entre le monde tel que représenté et le monde tel que perçu. Elle a réalisé de nombreuses expositions en Amérique du Nord, en Europe et en Australie. <dominiqueblain.com>.

Couverture: Dominique Blain, *Core*, 2003, impression jet d'encre sur papier, 32 x 26 cm

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis près de 75 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Emiliano Arpin-Simonetti

DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert

ILLUSTRATION
Fanny Aishaa, Garnotte
Jacques Goldstyn

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Gilles Bibeau, Mélanie Chabot,
Eve-Lyne Couturier, Jonathan Durand
Folco, Claire Doran, Céline Dubé, Guy
Dufresne, Lorraine Guay, Mouloud
Idir, Agustí Nicolau, Rolande Pinard,
Louis Rousseau, Michaël Séguin

COLLABORATEURS
Gregory Baum, André Beauchamp,
Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert,
Marc Chabot, Amélie Descheneau-Guay,
Bernard Émond, Natasha Kanapé
Fontaine, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant
100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada

Relations est membre de la SODEP.
Ses articles sont répertoriés dans *Érudit*,
Repère, *EBSCO* et dans l'*Index de*
périodiques canadiens.

ABONNEMENTS SODEP
(Revue *Relations*)
C.P. 160, succ. Place d'Armes
Montréal (Québec) H2Y 3E9
514-397-8670
abonnement@sodep.qc.ca

1 an (6 numéros): 40 \$ tx. incl.
2 ans (12 numéros): 70 \$ tx. incl.
À l'étranger: 55 \$ Étudiant: 25 \$ (1 an)
Abonnement de soutien: 100 \$ (1 an)
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec: ISSN 0034-3781
Version numérique: ISSN 1929-3097
ISBN PDF: 978-2-924346-17-4

Nous reconnaissons l'appui financier du
gouvernement du Canada par l'entremise
du Fonds du Canada pour les périodiques
qui relève de Patrimoine canadien.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541, poste 279
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

Écouter le cri des pauvres et de la Terre

Avec l'arrivée de Justin Trudeau au pouvoir, la révolution conservatrice de Stephen Harper qui a transformé en profondeur les institutions et la politique étrangère canadiennes¹ a enfin pu être stoppée. On peut espérer que soient désormais derrière nous le mépris des médias et des débats démocratiques, tant au sein de la société civile qu'au parlement; le musellement des groupes de femmes et de scientifiques; l'antisindicalisme et l'affaiblissement de larges pans du secteur public; l'indifférence aux revendications autochtones; le bellicisme à tout crin et la défense servile des politiques colonialistes d'Israël, pour ne nommer que ces quelques traits d'un gouvernement qui, pendant près de dix ans, a été autrement plus odieux.

Pour cela, aux dernières élections, nombre d'électeurs ont dû voter pour un candidat en se pinçant le nez, le choisissant non pas au nom de leurs

La lutte contre les changements climatiques est certainement un des enjeux de société cruciaux pour le nouveau gouvernement, qui ne pourra que faire mieux que son prédécesseur tant la manne des sables bitumineux albertains aveuglait celui-ci et le rendait sourd – dans une posture arrogante de déni – aux cris d'alarme des écologistes et des scientifiques. La décision de Justin Trudeau d'inclure des membres de l'opposition dans la délégation canadienne au sommet de Paris (COP21), en décembre prochain, est en cela de bon augure. Il serait cependant illusoire de croire qu'il adoptera à cette occasion des mesures radicales comme l'exigerait pourtant l'urgence du temps. On n'a qu'à penser à sa position favorable au pipeline Énergie Est de TransCanada.

Parmi les voix courageuses, solidaires et lucides qui tracent les jalons à suivre, citons deux manifestes, *Élan global*² et *Un grand bond vers l'avant*, qui recueillent toujours des signatures pour faire pression sur le gouvernement canadien en prévision de la COP21 afin qu'il s'engage dans la voie de la transition vers un monde sans énergies fossiles. Soulignons aussi un document qualifié «d'événement d'importance planétaire du point de vue religieux, éthique, social et politique» par le sociologue écosocialiste Michael Löwy et d'«appel pour une nouvelle civilisation» par le philosophe Edgar Morin: l'encyclique *Laudato Si* du pape François.

Le pape François ne cessera de nous étonner. Par une parole forte et profonde, critique et spirituelle, sans complaisance à l'égard des puissances politiques et économiques, profondément solidaire des exclus, il dresse un constat implacable de l'état du monde, désormais intenable sauf à consentir à la déshumanisation et à la dévastation de la Terre. C'est à une véritable conversion intérieure et à une révolution sociale et économique

qu'il convie. Non pas à la manière d'un prédicateur qui posséderait la vérité et la dicterait à ses ouailles égares, mais comme la réponse coulant de source pour qui sait voir, juger et sentir et pour qui accepte d'écouter «tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres» (n° 49) et répond de cette conscience. Il rappelle que trop longtemps nous avons vécu de manière insouciant, bercés par les illusions d'un «progrès» technique et financier sans finalité humaine auquel on se soumet comme devant une idole à qui on prête le pouvoir d'apporter la paix et la bénédiction, trouvant l'accomplissement dans la consommation boulimique de marchandises et la croissance infinie du profit. Mais, au-delà du fantasme et à côté d'une élite «bénie», la réalité est tout autre: une humanité mutilée et une terre ravagée.

François met de l'avant une notion riche de signification: l'*écologie intégrale*, qui fait appel à une manière d'être et de vivre qui bouleverse le rapport à soi, aux autres, au monde, en approfondissant les liens qui unissent les êtres humains entre eux et avec la Terre, notre maison commune.

La longue marche vers cet idéal, nous ne pourrions l'entreprendre ni y persister collectivement qu'en investissant «radicalement» la démocratie, jusqu'à présent souvent confisquée par des pouvoirs politiques et économiques qui «semblent surtout s'évertuer à masquer les problèmes ou à occulter les symptômes» (n° 26). Le vote ne suffit vraiment pas.

JEAN-CLAUDE RAVET



Dominique Blain, *Jardins d'hiver*, 2009, impression au jet d'encre laminée sur verre, 63,5 x 104,4 cm

convictions, mais en fonction de sa capacité de «battre» le candidat conservateur dans leur comté. La promesse des libéraux de changer, avant les prochaines élections, le mode de scrutin actuel, qui contraint à un tel vote stratégique si peu démocratique, ne peut être reçue que comme une bouffée d'air frais.

1. Voir notre dossier «Faire front contre la droite canadienne», *Relations*, n° 772, juin 2014.

2. Voir mon éditorial «Élan vital pour la suite du monde» du numéro de juin 2015.



Les OSBL, des lobbies?

Le projet de loi 56 sur le lobbyisme renforce une pratique fondamentalement antidémocratique.

GEORGES LABEL

L'auteur est professeur associé au Département des sciences juridiques de l'UQAM

Se faire élire coûte cher et suppose des retours d'ascenseur. La loi québécoise sur le financement des partis politiques servit un temps de feuille de vigne. Vite craquelé, ce vernis a nécessité un deuxième maquillage: une loi régissant le lobbyisme, adoptée par le gouvernement du Québec en 2002, et prétendant rendre public et soi-disant «transparent» l'accès aux décideurs politiques que donne l'argent et qui est refusé au citoyen ordinaire. Cette loi n'ayant pas eu l'effet de légitimation recherché, le projet de loi 56 la révisé et en élargit la couverture en l'étendant aux organismes sans but lucratif (OSBL). On en débatta en janvier en commission parlementaire restreinte, malgré une forte opposition des groupes sociaux et communautaires.

Ce projet définit le lobbyisme comme étant «[...] toutes les communications avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées, par la personne qui les initie, comme étant susceptible d'influencer la prise de décision» (art. 2). Le caractère subjectif de cette définition est inquiétant lorsqu'on entend y soumettre les OSBL. Le fonctionnaire pourra déterminer «raisonnablement» qui et quand tel OSBL a eu «l'intention» d'influencer sur une décision. Il faudra désormais s'inscrire annuellement au Registre des lobbyistes et payer pour pouvoir donner son opinion; l'organisme qui aura négligé de le faire sera passible d'amendes allant jusqu'à 75 000 \$. Cette répression discrétionnaire, appuyée de la possibilité de perquisitions sans mandat (art. 70),

pourra frapper tout OSBL qui aurait eu l'intention d'influencer sur la décision étatique, c'est-à-dire d'exercer son droit de participation au débat démocratique.

Ainsi, après avoir réduit, au cours des dernières décennies, la majorité des groupes communautaires au statut de fournisseurs au rabais de services sociaux privatisés – désengagement de l'État oblige –, il s'agit maintenant de

contrôler davantage ces autres groupes qui, refusant ce piège, se dédient au domaine désormais quasi méprisé de la défense des droits.

Si le projet de loi 56 est adopté, seuls ceux qui ont les moyens de mener cette action confidentielle sur le pouvoir qu'est le lobbyisme pourront répondre aux critères de cette institutionnalisation bureaucratique du contrôle de la délibération. Sous des dehors de régulation, on procède en fait à l'élimination de certaines voix par la multiplication des obstacles à la participation démocratique, justifiant



Jacques Goldstyn

la captation accrue du canal d'accès aux décideurs par des intérêts très spécifiques. Multiplier le nombre des assujettis à la loi ne transforme en rien cette réalité. Au contraire, on en légitime l'existence.

Si l'on admet que la participation démocratique ouverte et égale n'est pas une simple opportunité, mais *un droit* qui fonde notre égale citoyenneté, alors en donnant aux entreprises

privées et à leurs lobbies les mêmes droits qu'aux citoyens, comme le fait la loi, on leur accorde un privilège illégitime qui n'a pas à être règlementé: il doit être supprimé, interdit et pénalisé comme corruption du processus démocratique. Si la démocratie est la délibération dans l'espace public, le lobbyisme confidentiel en est la négation aussi évidente que la corruption.

Notre soi-disant «démocratie» est viciée par le financement corporatif des partis, la corruption et le lobbyis-

me. On nous propose non pas de la restaurer, mais d'en organiser les vices. Constatant l'inégalité démocratique, plutôt que la pallier, on réduit la citoyenneté à celle de l'ancien cens électoral républicain (être mâle et propriétaire): pour participer à la délibération démocratique aujourd'hui, priorité aux forces de l'argent et aux lobbyistes patentés et numérotés. Voilà l'essence du projet de loi sur le lobbyisme, une pratique à proscrire. ●

Austérité et résignation en Grèce

La réélection d'Alexis Tsipras est loin de signifier une sortie de crise pour la Grèce.

CHRISTIAN BROUILLARD

Depuis plus de cinq ans, la Grèce vit à l'heure de l'austérité. Adoptant, comme de nombreux pays à travers le monde, des mesures de libéralisation économique et de restriction des dépenses publiques, l'État grec promettait ainsi, officiellement, de réduire la dette et le déficit, de relancer la croissance et, par ailleurs, de donner des gages au Fonds monétaire international (FMI) et à l'Union européenne (UE) afin qu'ils maintiennent leurs «aides financières». Les résultats obtenus ont cependant été tout le contraire de ce qui avait été promis: une dette en constante augmentation, une économie en récession, des services publics à la dérive et une pauvreté grandissante au sein de la population. Ajoutons à cela le fait que le pays est tombé, à coup de plans d'ajustement et de mémorandums, sous la tutelle du FMI et de l'UE, vidant de toute substance les procédures démocratiques. C'est dans ce contexte qu'on peut mieux comprendre les rebondisse-

ments électoraux qui ont secoué le pays en 2015.

C'est en effet contre la misère occasionnée par l'application des mesures d'austérité que le peuple grec avait porté au pouvoir, en janvier 2015, la coalition de gauche Syriza, avec à sa tête et comme premier ministre Alexis Tsipras. Pour beaucoup d'observateurs, cette victoire semblait signifier un coup d'arrêt dans l'imposition des mesures d'austérité en Grèce ainsi qu'un signe d'une recomposition des forces de gauche en Europe. Les premières mesures prises par le nouveau gouvernement grec semblaient confirmer cette analyse. Cette vision des choses ne tenait cependant pas compte de deux faits: la volonté intraitable de la «Troïka» (FMI, UE et Banque centrale européenne) de maintenir la Grèce sous le joug des mesures d'austérité et le caractère hétérogène de la coalition Syriza.

Dans le cadre très tendu des «négociations» sur la question de la dette entre le gouvernement Syriza et l'UE, cette dernière a clairement fait en-



tendre (entre autres par la voix de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne) que la volonté populaire en Grèce ne comptait pour rien; seuls les impératifs financiers primaient. Cette attitude de fermeture a conduit le gouvernement de Tsipras à conduire le référendum, le 5 juillet 2015, sur les «propositions» de la Troïka concernant la dette publique grecque et la poursuite des mesures d'austérité. La volonté populaire s'est exprimée, une fois de plus, en rejetant ces propositions à 61 %.

Il semblait alors qu'une rupture claire était tracée avec les politiques d'austérité, et même avec la zone euro. Il n'en fut rien. Immédiatement après l'annonce des résultats du référendum, le gouvernement –essentiellement les

L'auteur est professeur de science politique au Cégep de Drummondville

Alexis Tsipras a été accusé de céder devant Berlin à propos de la dette, comme en témoigne cette murale satirique à Athènes.

Photo: Flickr/Dimitris Kamaras



courants proches de Tsipras à l'intérieur de Syriza – convoquait l'ensemble des formations politiques à une réunion, à l'exception des communistes et des néonazis d'Aube dorée. La déclaration signée par les dirigeants politiques présents à cette réunion affirmait que les résultats du référendum ne donnaient pas un mandat de rupture au gouvernement, mais un mandat pour une « meilleure » négociation. En suite logique, le 13 juillet, le gouvernement grec signait un accord sur un nouveau train de mesures d'austérité excessivement sévères, comme un relèvement des taxes à la consommation, le report à 67 ans de l'âge légal pour la retraite et un calendrier ferme de privatisations de différentes propriétés de l'État, dont le port du Pirée et les aéroports régionaux.

L'aile d'extrême-gauche de Syriza quitte alors la coalition, mettant le premier ministre en minorité. Ce dernier démissionna le 20 août, appelant à des élections législatives pour le 20 septembre. Les résultats de ce scrutin ont reporté au pouvoir Alexis Tsipras (avec 35 % des voix) et évincé l'extrême-gauche de Syriza, regroupée sous la bannière de l'Unité populaire. À première vue, c'est une victoire éclatante pour Tsipras, mais qui doit être nuancée en raison du fort taux d'abstention (43 %) et considérant le fait que le parti néonazi, Aube dorée, reste la troisième formation politique présente au par-

lement avec 18 députés élus. Avec résignation, les électeurs grecs semblent avoir choisi le « moins pire »... mais pour combien de temps? La tentation fasciste est toujours présente dans une

situation économique désastreuse et exacerbée par la déroute d'une alternative de gauche qui semblait pourtant crédible. ●

Sauf-conduit aux prostituées

En se positionnant pour la dépénalisation totale de la prostitution, Amnesty internationale fait fausse route.

SANDRINE RICCI

On peut se surprendre qu'Amnistie internationale (AI) milite en faveur de la dépénalisation totale de la prostitution et que les neuf membres de son Conseil international déclarent ne pas être « opposés en soi à une légalisation » du commerce du sexe, pour reprendre le titre d'un documentaire récent d'Ève Lamont. Invoquant – à raison – la nécessité d'assurer aux personnes prostituées sécurité et égalité pour justifier sa récente prise de position, cette vénérable organisation dédiée à la défense des droits humains ne donne-t-elle pas du même coup le feu vert à la farineuse industrie du sexe? Misant sur

les droits individuels, d'aucuns estiment que cette posture est empreinte de néolibéralisme et abandonne à leur sort des millions de femmes pauvres, racisées ou sous le joug (néo)colonial, qui forment la majorité des êtres humains exploités sexuellement.

Produite à l'intention des différents chapitres d'AI par son Conseil international, l'influence de la *Ligne de conduite relative à l'obligation des États de respecter et protéger les droits humains des travailleuses et travailleurs du sexe et de les laisser exercer ces droits* dépassera évidemment sa dimension « interne ». On peut en effet présager qu'elle inspirera bien d'autres organismes locaux et internationaux, partout dans le monde. C'est pourquoi il

L'auteure est docteurante en sociologie et chargée de cours à l'UQAM

Imposer l'austérité à l'école publique, c'est **hypothéquer** notre avenir collectif.



— ALLIANCE
DES PROFESSEURES
ET PROFESSEURS
DE MONTRÉAL —





importe d'envoyer un message clair aux bureaux nationaux d'AI et de continuer à dénoncer l'industrie du sexe, tout en luttant pour la sécurité et l'égalité des personnes prostituées ainsi que pour la paix de l'ensemble des femmes, comme le préconise le modèle suédois.

Dans le cadre de sa Déclaration gouvernementale contre la violence faite aux femmes, appelée *Kvinnofrid* (qui peut aussi se traduire par «La paix des femmes»), la Suède a choisi d'être le premier pays au monde à criminaliser à la fois l'achat (et non l'offre) de sexe tarifé, le proxénétisme et la gestion des lieux de prostitution. Depuis l'adoption de cette loi, en 1999, on constate une diminution des cas de traite et une décroissance de l'industrie du sexe dans ce pays¹. De plus, la crainte que la criminalisation engendre de la prostitution clandestine dans des lieux clos ou qu'elle empire les conditions des femmes prostituées ne s'est pas avérée. Mais surtout, criminaliser l'achat de «services sexuels» a un effet normatif sur la société. On envoie un message clair que la prostitution constitue une forme de violence fondée sur l'appropriation et l'exploitation, bref, que le corps et la sexualité des femmes ne sont ni à vendre, ni à prendre.

Le parlement canadien a adopté, en octobre 2014, un projet de loi s'inspirant du modèle suédois, visant à dépenaliser les personnes prostituées et à criminaliser les clients prostitueurs, mais les effets concrets de cette approche restent à voir. Il est permis de douter des visées de cette approche en matière de sécurité des personnes prostituées et d'avancées pour la justice sociale, sachant que le gouvernement canadien coupe depuis plusieurs années dans le filet social, ce qui s'avère le meilleur moyen d'acculer les femmes à céder – et non à consentir – à la prostitution. En principe, ce modèle s'accompagne de mesures sociales mises en place pour encourager la sortie de la prostitution. Or, même en Suède, des groupes féministes dénon-

cent le manque de fonds attribués par l'État aux groupes communautaires pour répondre aux besoins des personnes prostituées.

Pour plusieurs féministes, l'un des écueils importants d'une approche abolitionniste de la prostitution est qu'elle se révèle difficile à concilier avec une critique de l'État, de la police et du système carcéral. Privilégier une approche de type «loi et ordre», assortie de peines de prison pour les clients de la prostitution, pose effectivement une série de problèmes qu'Amnistie pense régler avec la dépénalisation. S'en remettre à un système judiciaire au service des dominants peut effectivement paraître aberrant à plusieurs égards; et que dire de la violence policière à l'encontre des personnes prostituées? Ou du profilage racial qui cible les profiteurs racisés de l'industrie du sexe en épargnant ou en protégeant ses

bénéficiaires Blancs? En même temps, comment s'assurer que l'ensemble des prostitueurs – clients ou proxénètes – cessent de considérer le corps et la sexualité des femmes comme une marchandise? À cet égard, des groupes comme le collectif féministe Les Sorcières² et quelques organisations anarchistes réfléchissent au-delà des divisions idéologiques sur la prostitution dans l'objectif de proposer une approche féministe abolitionniste critique de l'État. Avec ce défi comme horizon, les progressistes doivent refuser le sauf-conduit offert par le Conseil international d'AI aux prostitueurs de ce monde. ●

1. Pour en savoir plus, voir S. Ricci, L. Kurtzman et M.-A. Roy, «La traite des femmes pour l'exploitation sexuelle: entre déni et invisibilité», *Les Cahiers de l'IREF*, n° 4, 2012.
2. Voir <lessorcières.org>.

Un Brésil entre crises et révoltes

Plusieurs crises sous-tendent le mouvement de protestation sociale actuel dans le pays.

DAN FURUKAWA MARQUES

En juin 2013, le Brésil a fait face à des révoltes populaires parmi les plus importantes de son histoire. Celles-ci se poursuivent jusqu'à aujourd'hui, bien qu'en moins grand nombre, rassemblant des millions de personnes qui descendent dans les rues pour exprimer leur mécontentement social. La présidente Dilma Roussef est sur la sellette en raison du scandale de corruption entourant la multinationale brésilienne du pétrole Petrobras. Si des élus de plusieurs partis sont impliqués, les médias concentrent leur charge sur les membres du

parti au pouvoir, le Parti des travailleurs (PT). Mais en réalité, toute cette effervescence sociopolitique tire son origine et sa justification de raisons structurelles plus profondes. Si bien des nuances sont nécessaires, certains constats sont évidents: ce sont quatre crises inter-reliées qui débouchent actuellement sur une dépolitisation de la société brésilienne, d'une part, et sur une radicalisation des enjeux et des valeurs, de l'autre.

La première crise est économique. Depuis un an, l'économie brésilienne, présentement en récession, est plus que morose: baisse prévue de 3% du PIB en 2015, ce qui serait sa pire per-

L'auteur, chargé de cours à l'Université Bishop's, termine un doctorat en science politique à l'Université d'Ottawa sur le Mouvement des sans-terre au Brésil

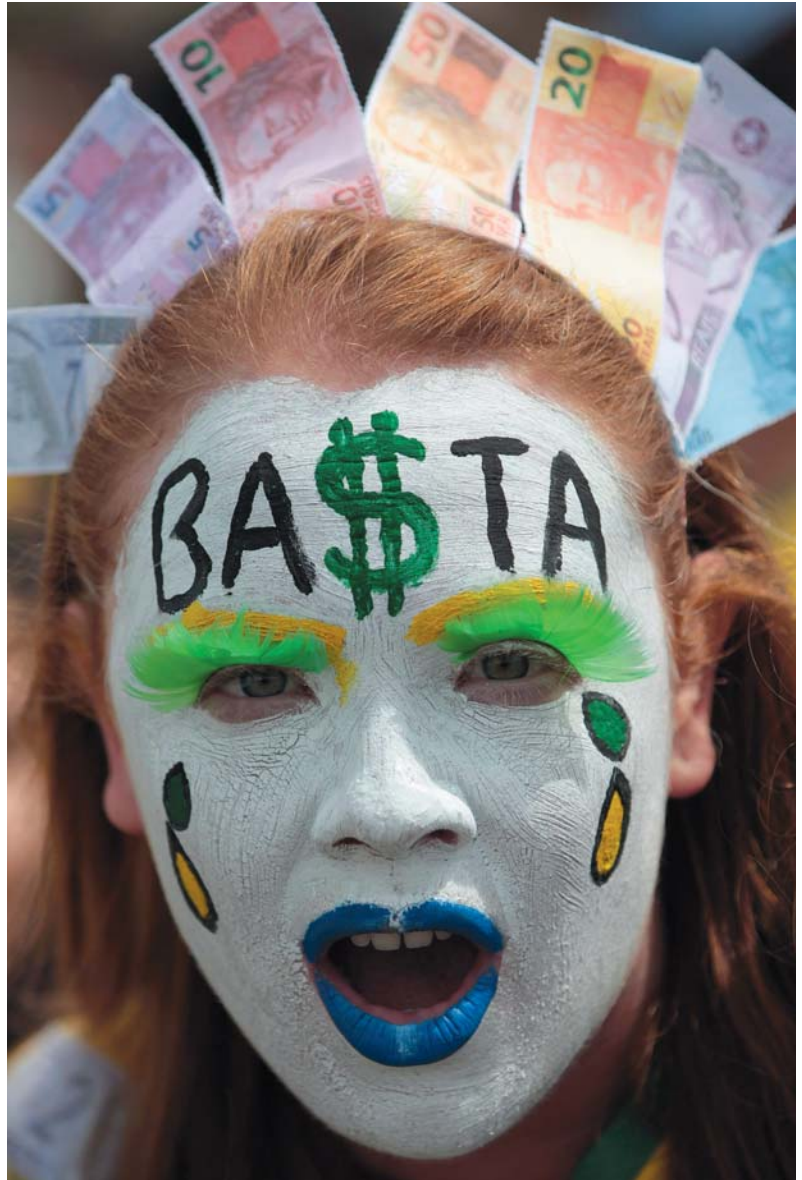


formance depuis les années 1930; inflation à 9,52%; taux de chômage à 6,7%, le plus élevé depuis 2010; baisse prononcée des investissements dans le secteur public; décote du Brésil par Standard & Poor's; chute du prix du pétrole et ralentissement de la machine chinoise, principale importatrice des produits brésiliens.

La deuxième crise, découlant de la première, est sociale. Les gouvernements successifs de Lula da Silva et de Dilma Rousseff, à travers leurs politiques d'assistance sociale aux plus démunis, comme le Bolsa Familia, ont sorti 35 millions de personnes de la pauvreté depuis 2002. C'est sans doute le plus grand succès des 12 ans de règne du PT. Cette accession à la classe moyenne s'accompagne d'un désir grandissant et légitime d'accès à des droits – éducation, santé, transports publics, sécurité, etc. – qui mobilise ces personnes. À cela s'ajoute, dans le contexte économique esquissé plus haut, l'insatisfaction de la classe moyenne déjà existante et plutôt de droite, ainsi que celle de l'élite voyant ses privilèges menacés. Il en résulte des révoltes quasi spontanées de ces catégories de personnes qui se sont pour ainsi dire « réveillées », en plus des mobilisations des mouvements sociaux et des syndicats – qui, eux, ne se sont jamais « endormis » et qui tentent de faire avancer plusieurs revendications progressistes et populaires.

La troisième crise est politique. Beaucoup de protestataires estiment que les manifestations devraient être au-dessus des querelles partisans. Ils se disent « unis » pour un « Brésil meilleur » et « sans corruption », arborant fièrement le drapeau national comme symbole d'une « nouvelle politique ». Ces expressions rassembleuses, se voulant neutres, sont en réalité vides de contenu et reflètent une dangereuse dépolitisation des enjeux.

Enfin, la quatrième crise est institutionnelle. Au Brésil, 95 % (!) du finance-



ment des campagnes électorales vient des entreprises privées, le pays n'ayant pas de plafond de contribution. Plusieurs « fronts » ou lobbies très puissants s'activent donc auprès des élus, bloquant à peu près toute initiative qui leur déplaît. Mentionnons celui de l'agrobusiness, principal secteur d'exportation représentant presque un quart du PIB brésilien, et celui des évangélistes ultraconservateurs, très influents dans le plus grand pays catholique du monde.

Combiné à la propagande antigouvernementale orchestrée par l'empire médiatique Globo, le résultat de ces quatre crises est une polarisation de la société brésilienne concernant les valeurs sociales, une montée de l'ultra-droite religieuse, raciste et xénophobe, mais aussi une dépolitisation des enjeux de société au nom d'une supposée

« unité nationale » en révolte contre tout parti politique. Ainsi, le 16 août dernier, des centaines de milliers de personnes opposées au gouvernement sont descendues dans les rues pour réclamer la destitution de la présidente, comme si un changement de gouvernement pouvait régler tous les problèmes. Quatre jours plus tard, mouvements sociaux et syndicats ont, eux aussi, manifesté sous la bannière du « Front populaire » pour recentrer l'attention sur les vrais enjeux: le besoin d'une réforme politique des institutions; d'un réinvestissement dans les programmes sociaux et les services publics; d'une réforme agraire en défense de l'environnement et de la petite paysannerie contre l'agrobusiness; et d'une réforme urbaine pour lutter contre le manque de logement et l'appauvrissement des villes. ●

«Assez!» dit le visage peint d'une manifestante à Brasilia, au Brésil, le 15 mars 2015. Photo: CP/Erardo Peres



Mä tigwe ti mägwe*

JORGE SARSANEDA, S.J.**

En novembre 1977, les conséquences du décret 4 de la 32^e Congrégation générale des jésuites¹ (1975) venaient à peine d'être « digérées ». Je n'étais prêtre que depuis un an. Rutilio Grande, avec qui nous partagions rires et pleurs, douleurs et espérances, venait d'être abattu par un escadron de la mort pour avoir défendu la cause des paysans sans terre au Salvador. C'est dans cette ambiance tumultueuse que je me lançai avec trois autres jésuites, appuyés par notre provincial, dans une aventure qui allait durer 15 ans (1980-1995) : vivre dans une région autochtone du Panama, où habitent les Ngäbe. Les jésuites avaient visité cette région pour la première fois en 1600 et y vécurent entre 1730 et 1745, mais depuis cette date, nous l'avions pratiquement oubliée.

Notre paroisse s'étendait sur un territoire montagneux et immense. Durant les premières années, portés par l'énergie de nos 30 ans, nous l'avons parcouru par tous les chemins de montagne. Nous avons appris la langue ngäbe, entrant ainsi dans le patient apprentissage de l'inculturation. Pour nous, il était clair que « le service de la foi et la promotion de la justice » devaient se traduire d'abord de cette manière.

Au début des années 1980, notre principale occupation a été de lutter pour empêcher une entreprise canadienne d'exploiter une mine d'or et de cuivre qui aurait dévasté le territoire indigène, comme malheureusement c'est trop souvent le cas aujourd'hui en de nombreux endroits du monde. Au Canada, les jésuites et les différentes Églises ont appuyé notre lutte. Nous avons aussi planifié et coordonné un plan pastoral, dans un esprit de solidarité avec les peuples originaires du Panama. Un effort particulier a été fait pour assurer des soins de santé conve-

nables et la scolarisation des jeunes Autochtones.

La rencontre avec une autre culture, une autre religiosité, une autre manière de vivre nous a conduits à privilégier la présence et l'écoute. Nous comprenions notre mission comme un appel à vivre parmi eux, dans l'esprit de l'Évangile – « La parole s'est faite chair et a planté sa tente parmi nous » (Jean 1, 14) –, à les servir le mieux possible et à les accompagner dans leurs luttes.

D'aucuns ont dit que notre travail relevait plus de la promotion de la justice que du service de la foi. Ceux-là n'ont pas compris que ces deux dimensions de notre mission sont inséparables et s'impliquent mutuellement.

J'ai dû quitter les Ngäbe en 1995, par décision du provincial. Mais un compagnon m'invita aussitôt à m'impliquer dans une autre communauté autochtone, celle du peuple k'iche' au Guatemala : une culture millénaire,

Au milieu d'eux, j'ai appris ce qu'est une résistance sans soumission, à voir la présence de Dieu en tout et à redécouvrir l'Évangile à travers les yeux de ce peuple.

fortifiée dans la résistance et les épreuves comme la discrimination séculaire et la répression. Au milieu d'eux, j'ai appris ce qu'est une résistance sans soumission, à voir la présence de Dieu en tout et à redécouvrir l'Évangile à travers les yeux de ce peuple.

Une troisième étape de ma vie, que je n'avais pas vue venir, commença en 2010, au Panama. Elle consista à servir les peuples autochtones d'une autre manière, académique cette fois, à travers la direction de thèses, la coordination de la pastorale indigène, la rédaction et la publication d'articles et de livres, notamment un dictionnaire

ngäbe, un projet que je portais depuis longtemps comme une dette à rembourser. Ce travail minutieux et de longue haleine m'a donné une profonde satisfaction en plus de me permettre de revenir en terre ngäbe.

Tout dernièrement, un défi nouveau s'est présenté à moi : vivre à Ixkan dans la région du Quiché au Guatemala, où habitent six ethnies mayas différentes. J'y suis arrivé avec beaucoup d'humilité, comme quelqu'un qui vient apprendre et qui pénètre sur une terre sacrée imbibée de sang, pour accompagner une communauté pleine d'espoir, encore, dans l'Église. J'ai été chargé de soutenir, d'orienter et de défendre les indigènes d'une paroisse très courageuse qui a souffert énormément durant la guerre civile. Beaucoup ont dû fuir en exil, et le retour après la guerre et la reconstruction de leurs communautés se sont faits dans des conditions difficiles. Ces indigènes irradiant la force de se tenir debout, l'espérance et la foi en un Dieu qui jamais ne nous abandonne. Je ne sais pas si je serai à la hauteur de la tâche ; ce que je sais, c'est que je m'y investirai entièrement.

Au seuil de mes 70 ans, je peux dire que ces chemins risqués au nom d'un service de la foi indissolublement lié à la promotion de la justice ont valu la peine d'être empruntés. Les visionnaires de la 32^e Congrégation générale avaient raison. Certes, cela n'a pas été facile, mais j'ai eu la grâce de reconnaître la figure de Jésus crucifié et ressuscité dans les traces du sang versé, et d'accueillir et d'aimer comme des frères et des sœurs des peuples autochtones d'Amérique centrale, parmi les plus pauvres. Que puis-je demander d'autre? ●

* « Tu es mon frère », en ngäbe.

** Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet. 1. Voir Victor Codina, « 40 ans d'option pour la justice », *Relations*, n° 777, avril 2015.

L'auteur est un jésuite panaméen



GRATITUDE

Elle s'appelait Else Reichmann, lui Marc Bernard. Il l'avait rencontrée au Louvre, devant la Vénus de Milo, en 1938. Elle était Autrichienne, juive, réfugiée; lui, Français, ancien ouvrier, écrivain. Elle avait 36 ans, lui 38. Ils auront cette chance inespérée de vivre un grand amour qui ne finit qu'avec la mort d'un des deux amants. C'est Else qui partira la première, fauchée par un cancer en 1968.

Ce serait peu de dire que Marc Bernard est inconsolable: sa vie bascule. Lui qui était un écrivain de la légèreté et du bonheur de vivre va devenir grave. Il voudrait mourir, mais une promesse faite à sa femme agonisante l'en empêche: elle lui a fait jurer de continuer à écrire. Il écrira donc. Et presque toute son œuvre, pendant les 14 dernières années de sa vie, tournera autour de cette femme aimée et de sa disparition. Il y aura d'abord *La mort de la bien-aimée* (1972), *Au-delà de l'absence* (1976), puis *Tout est bien ainsi* (1979), trois livres magnifiques, profonds et simples, sur l'amour et la mort.

Marc Bernard aura été un de ces écrivains qui passent. Vivant de peu, indifférent à sa carrière, détestant le travail, n'aimant rien autant que les voyages et la liberté, il est tombé lentement dans l'oubli. Né dans une famille pauvre, communiste dans sa jeunesse, il publie un premier roman en 1928. Puis suivront une quinzaine de livres souvent autobiographiques, parfois inspirés de sa Nîmes natale ou de ses voyages, des livres souvent lumineux, finement observés, d'une écriture élégante et limpide.

Else y paraît çà et là. Mais après sa mort, elle devient le centre de l'œuvre. Dans *La mort de la bien-aimée*, Marc Bernard décline toutes les facettes de leur amour, et d'abord les plus ordinaires, qu'il exalte: «Notre vie fut une longue et brève suite de jours faits de ce qui aurait pu ressembler à une banalité quotidienne à en juger par la manière dont nous vivions; pourtant je souhaite que le plus grand nombre des couples en vivent de tels. Ceux qui prétendent que l'amour ne saurait résister à l'habitude en ont une conception basse¹.» De cette femme, il a tout aimé: sa beauté, sa grâce, son humour et jusqu'à son accent, dont elle n'a jamais pu se départir. À son propos, il écrira: «Je me demande combien d'êtres passent méconnus, que certaines de leurs qualités – pudeur, discrétion, désintéressement, humilité, manque de confiance – laissent ou ont laissés dans l'obscurité. Diamants qu'aucun hasard n'a fait paraître au jour².»

À l'âge de 66 ans, on lui diagnostique un cancer, déjà très avancé. Else a deux mois à vivre. «Alors, écrit Marc Bernard, commença l'époque de mon plus grand amour, quand le cœur s'élargit jusqu'à contenir l'univers³.» Le récit qu'il fait de l'agonie de sa femme, qu'il a accompagnée jusqu'au dernier instant, est bouleversant. La mort d'Else le laissera désorienté, brisé. Il cherchera sa femme partout, dans les objets qu'elle a laissés derrière elle, dans des photographies et des films, dans les lieux qu'ils ont fréquentés ensemble, et jusque dans la démarche d'une femme qui s'éloigne et dont il espère qu'elle ne se retournera pas. L'absence est insupportable et pourtant, peu à peu, Marc Bernard retrouvera le chemin du monde.

Il ne refera pas sa vie, du moins au sens où on l'entend généralement. Il ne connaîtra pas d'autre amour, mais

en fouillant l'absence, devant le mystère du monde, il découvrira une sorte d'espoir: «Je me perds dans l'immensité de l'espace et du temps, comme si c'était là seulement que j'aie quelque chance de la retrouver. Plus cet univers est étrange et plus mon espoir s'affermirait, car il me semble que c'est le plus improbable qui a le plus de chances de se réaliser. [...] En un mot, toutes les portes me paraissent ouvertes et il n'est au pouvoir de personne de les murier⁴.» On croirait lire le Pierre Vadeboncoeur des *Essais sur la croyance et l'incroyance*.

Marc Bernard ne devient pas croyant, mais il lui arrive de rêver à Dieu, qu'il «croit parfois possible» et son deuil le mène à une attention renouvelée au monde, par laquelle il croit parfois sentir la présence de sa femme. À Majorque, où il se réfugie dans une maisonnette où il a vécu avec elle, et où son souvenir «est mêlé aux fleurs que j'embrasse, aux nuages, à la lumière», il écrira des pages magnifiques sur la nature. «Je me réconcilie avec la vie et c'est toi qui m'y aides», écrit-il. Puis enfin: «C'est un chant de grâce qui retentit parfois en moi, quels qu'aient été la fin et les maux qui l'ont précédé. Ce qui importe, c'est que j'aie eu l'honneur, le bonheur de te connaître, que je n'en aie pas été jugé indigne⁵.»

Je ne connais rien de plus beau sur le deuil que ces trois livres, où la douleur de la perte et la gratitude d'avoir vécu et aimé sont intimement mêlées. ●

1. Paris, Gallimard, coll. L'Imaginaire, 1984, p.16.

2. *Ibid.*, p. 45.

3. *Ibid.*, p. 22.

4. *Ibid.*, p. 73-74.

5. *Ibid.*, p. 117-118.

Sortir du « choc des civilisations »

Dominique Blain, *Core*, 2003, impression jet d'encre sur papier, 32 x 26 cm



Les attentats de Paris, en particulier contre *Charlie Hebdo*, et celui commis au Parlement d'Ottawa, l'an dernier, ont lancé un nouvel épisode d'une « guerre au terrorisme » sans fin. Plus que jamais, la crainte d'un ennemi de l'intérieur et l'idée d'une incompatibilité civilisationnelle entre l'islam et l'Occident s'en trouvent exacerbées, au profit d'un capitalisme occidental

cherchant à étendre son emprise. Dans ce contexte, djihadistes et intégristes du marché ne se reflètent-ils pas l'un l'autre, comme les deux faces d'une même logique destructrice? Le terreau civilisationnel des sociétés – notamment celui de l'islam – n'est-il pas riche de ressources indiquant des voies de sortie de cette impasse? Près d'un an après des attentats qui ont grandement frappé l'imaginaire, ce dossier se penche sur ces questions.

Sortir du « choc

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

Plus de 14 ans après les attentats du 11 septembre 2001, les mots alors controversés de George W. Bush semblent être devenus mot d'ordre pour les dirigeants des pays membres de l'OTAN, de gauche comme de droite: «Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes.» D'un côté, la civilisation; de l'autre, la barbarie.

D'une certaine manière, les attentats de Paris en janvier 2015 ont marqué un point culminant, une sorte de consécration de cette vision du monde manichéenne. Peu de temps après les attaques qui ont notamment décimé l'équipe de *Charlie Hebdo*, il y a bientôt un an, un des premiers réflexes du premier ministre français, Manuel Valls, était de sonner le clairon de la «guerre au terrorisme» et de pourfendre «l'islamofascisme». Brandissant ce terme fourre-tout – tout droit sorti du lexique de George W. Bush – et sommant «l'islam de France» de s'en dissocier, il ravivait la crainte d'une menace toujours latente contre laquelle il faudrait mener une guerre sans merci, sur le front extérieur, mais aussi, désormais, sur le front intérieur.

La réaction ne fut pas beaucoup plus nuancée au Canada, quelques mois à peine après les attaques commises sur son sol, à l'automne 2014. Le gouvernement canadien a tôt fait d'y voir une justification de plus à son entrée en guerre contre le groupe armé État islamique (ÉI) et à l'adoption d'une nouvelle loi antiterroriste liberticide (le projet de loi C-51). L'idée d'un islam *par essence* suspect de fomenter la violence a par ailleurs été renforcée par l'accent mis par les autorités publiques sur les risques de «radicalisation» des jeunes.

Ainsi, tout se passe comme si la théorie du «choc des civilisations» imaginée par le politologue Samuel Huntington, en 1993, était une prophétie auto-réalisatrice, modelant le monde à son image. L'idée simpliste que l'Occident et l'islam forment des blocs civilisationnels immuables, condamnés à s'affronter en raison d'incompatibilités culturelles irréconciliables, est arrivée à s'imposer comme le grand récit hégémonique censé expliquer l'ordre – ou plutôt le désordre – du monde actuel.



Que cette théorie fumeuse – taillée sur mesure pour justifier la politique impérialiste des néoconservateurs étasuniens au sortir de la guerre froide – soit devenue réalité à coups d'ingérences, d'invasions et de bombardements occidentaux en pays musulmans (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie) ne semble plus avoir d'importance. La spirale de violence potentiellement infinie qu'a créée sa mise en œuvre a réussi à implanter, en Occident, une aversion, voire une haine de l'islam susceptible de disculper toutes les violences futures. Le degré de déshumanisation déjà à l'œuvre est alarmant: parce que leur religion les rend suspects de terrorisme, nous sommes aujourd'hui collectivement prêts à laisser mourir en mer ou en zones de guerre des milliers de réfugiés fuyant des conflits que nous avons soit provoqués, soit empirés.

Les grands médias ont une grave responsabilité dans cette déshumanisation qui fait le jeu des politiques impérialistes et néocolonialistes de l'OTAN, ainsi que des nombreux politiciens désireux de nous vendre des solutions sécuritaires et/ou identitaires à des problèmes sociaux complexes et profonds. Souvent galvaudés, les mots de Malcom X prennent ici tout leur sens: «Si vous ne faites pas attention, les médias vous feront détester les opprimés et

des civilisations »



aimer les oppresseurs.» Ainsi, le temps de dire «*djihad*» ou «*niqab*», ils ont repris le cadre d'analyse du « choc des civilisations », proposant une représentation du monde dans laquelle l'Occident et la version réifiée de ses valeurs (« démocratie », « égalité homme-femme », « laïcité », etc.) seraient menacés par un monde musulman globalement et monolithiquement en proie à une religion barbare, misogyne et génératrice de chaos. Cette vision binaire, il faut le dire, s'est par ailleurs doublée d'un mépris tout moderne de la religion, qui empêche de saisir le phénomène religieux dans toute sa profondeur. La complexité du rapport à l'altérité, à la différence, s'en trouve alors évacuée au profit d'une vision darwiniste : les sociétés accordant encore une importance à la religion seraient dans un stade primitif de dé-

veloppement, attendant leur siècle des Lumières modernisatrices (ou les armées occidentales) pour s'extirper enfin de l'archaïsme.

La crainte, l'anxiété et le mépris que suscite aujourd'hui l'islam – allègrement confondu avec l'islamisme, voire le djihadisme et le terrorisme – se posent donc comme un défi à notre humanité. Car c'est à notre propre fragilité que nous renvoient ces sentiments viscéraux. Notre fragilité personnelle, celle que ravive la peur de mourir dans un attentat terroriste, certes ; mais surtout notre fragilité collective, celle de nos sociétés bousculées par la globalisation capitaliste. Les crises financières et écologiques que provoque cette dernière, entre autres bouleversements, annoncent en effet des temps troubles qui ébranlent nos certitudes en même temps que nos institutions et nos solidarités.

L'impasse dans laquelle nous sommes plongés, de part et d'autre des frontières tracées par les tenants de la doctrine du « choc des civilisations », a donc une source commune qu'il convient de reconnaître si nous espérons un jour – ensemble – sortir de cette logique d'affrontement. La domination d'un capitalisme mondialisé déstructure les rapports sociaux dans toutes les sociétés, chez nous, certes, mais surtout dans les pays du « grand Moyen-Orient » où

l'avancée des intérêts capitalistes est imposée *manu militari* par nos élites.

Mais si le problème est global, les façons de s'y attaquer n'ont pas à être les mêmes partout. La perversion du concept de *civilisation* par des idéologues néoconservateurs n'en disqualifie pas pour autant la valeur. Les civilisations sont bien réelles et portent en elles pratiques, cultures, traditions, rapports sociaux et institutions particulières sédimentées dans le temps long de l'histoire. C'est de ce terreau pluriel que doit naître la réponse des différents peuples du monde à la colonisation plus ou moins brutale, par le marché, de tous les recoins de la vie sociale, et non de quelque universalisme (libéral ou socialiste) imposé par l'Occident. Cela signifie que si les sociétés du monde musulman – les révoltes du printemps arabe l'ont montré – cherchent à se libérer des oppressions qu'elles subissent en puisant dans l'islam des ressources que nous connaissons mal, nous ferions mieux de tendre l'oreille (et la main) que de jeter l'anathème laïciste.

La guerre qu'on mène contre notre humanité en nous sommant de prendre position du côté des intégristes du marché ou de celui des intégristes musulmans laisse dans son sillage beaucoup d'orphelins de toutes tendances politiques. Notre seul devoir, dans ce contexte, est celui de nous solidariser pour lutter contre une vision du monde mortifère. ●

Dominique Blain,
Boîte coloniale II,
1991, photographies
sur film, panneau
d'aggloméré de bois,
bois calciné, métal,
76,2 x 182,8 x
182,8 cm

« Le non-alignement, qui refusait hier la logique des blocs, c'est aujourd'hui rejeter ces discours entrecroisés de la guerre des civilisations. [...] Ce dont nous avons véritablement besoin, c'est d'une nouvelle philosophie des relations internationales axée sur la paix, la diversité, le dialogue. Autour de la Méditerranée, cela signifie la constitution d'un nouvel axe, qui conjugue l'islam, le judaïsme, le christianisme et la laïcité pour accoucher d'une modernité respectueuse des identités héritées de l'histoire, ayant pris acte de l'imbrication des populations et des mouvements migratoires, et qui nous permet de dépasser les faux dilemmes [...] »

ILAN HALEVI, *ISLAMOPHOBIE ET JUDÉOPHOBIE. L'EFFET MIROIR*

La fabrique de l'ennemi civilisationnel

Le « choc des civilisations » est le nom de la stratégie de domination des États-Unis, qui prend l'islam comme alibi.

SAMIR SAUL

L'auteur est professeur d'histoire à l'Université de Montréal

« Choc des civilisations », « axe du mal », « défense de nos valeurs », voilà des locutions qui auraient paru exotiques il y a à peine 20 ans. Pourtant, la répétition aidant, elles se sont insérées dans le langage courant et ont même été érigées au statut de catégories explicatives du monde contemporain. Comment et pourquoi ont-elles été élaborées et mises en circulation et quelles fins servent-elles ? Leur source nourricière, l'optique « civilisationnelle », procure à la fois un lexique, une grille de lecture et un plan d'action. Elle se compose de divers courants et référents antérieurs, enroulés et entrecroisés, comme une pelote de laine. Il en résulte un concentré de facture guerrière à l'étranger et conflictuelle sur le plan intérieur qui appelle une déconstruction.

DES ANTÉCÉDENTS DE MAUVAIS ALOI

Au début des années 1990 apparaît une idée aussi curieuse que suspecte voulant que les civilisations mondiales soient en état de conflit permanent. Personne ne semblait l'avoir remarqué auparavant. Cette lutte entre civilisations, considérées comme des ensembles immuables à substrat religieux, déboucherait sur des guerres. L'avenir serait gros d'affrontements cataclysmiques mettant aux prises des milliards d'habitants de la planète. Conçue pour le règne animal, la théorie darwinienne avait été détournée vers la société humaine à la fin du XIX^e siècle (darwinisme social) en vue de légitimer l'inégalité sociale, les affirmations de supériorité « raciale », l'expansion coloniale et la guerre inter-impérialiste pour la domination mondiale. Elle est désormais appliquée aux grandes religions (darwinisme confessionnel) pour justifier de nouveaux conflits. Un « bloc chrétien » occidental serait en face à face hostile avec tous les autres, en particulier « l'islam », pris comme un bloc, et la civilisation chinoise. Ainsi sont mis de l'avant une vision du monde, une interprétation de son évolution et un programme qui pénètrent dans les esprits grâce à la formule « choc des civilisations ».

IMPOSER LA SUPRÉMATIE AMÉRICAINE

Au lendemain de la disparition de l'adversaire soviétique, deux voies sont tracées. L'une et l'autre postulent le néolibéralisme économique mondialisant et un monde uni-

polaire centré sur la primauté américaine. La première est optimiste, libérale et cosmopolite. Saluant un triomphe jugé définitif des États-Unis et du capitalisme, elle préfigure le « nouvel ordre mondial » de George Bush père et proclame rien de moins que « la fin de l'histoire » (Francis Fukuyama). La seconde, le « choc des civilisations », fait surface en 1993. L'expression est de Samuel Huntington, universitaire longtemps à l'emploi du gouvernement américain et du National Security Council. La formule répond à un besoin américain. L'arrêt de la guerre froide ayant privé les États-Unis d'ennemis officiels, il fallait en fabriquer afin de faciliter le recours à la force et les nouvelles conquêtes. Pessimiste, conservatrice et « identitaire », la formule théorise les nouveaux conflits, la fixation sur l'islam faisant office d'idéologie de remplacement de l'antisoviétisme.

La notion de « choc des civilisations » arrive à point nommé pour sous-tendre le courant néoconservateur qui a le vent dans les voiles. Son programme consiste à profiter de l'éclipse du rival soviétique pour instaurer *manu militari* la prédominance de l'« unique superpuissance » partout dans le monde. Huntington fournit le mot d'ordre et le courant libéral, les alibis idéalistes (« diffusion de la démocratie », « promotion des droits humains », « libération » par l'intervention armée, « ingérence humanitaire », « protection des civils », « défense des femmes », etc.). Le modèle renvoie aux impérialismes des siècles derniers, qui prétendaient répandre les bienfaits de « la civilisation » à coups de canons.

La formule répond à un besoin américain. L'arrêt de la guerre froide ayant privé les États-Unis d'ennemis officiels, il fallait en fabriquer afin de faciliter le recours à la force et les nouvelles conquêtes.

CONTEXTE FAVORABLE

Les tenants des chocs civilisationnels s'activent dans une conjoncture historique de reflux des courants progressistes. Dans les pays du Nord, les projets collectifs s'étiolent, alors que renaît un libéralisme économique pourtant discrédité depuis la grande dépression. À l'Est, le modèle soviétique est à bout de souffle longtemps avant sa chute. Au Sud, les espoirs de développement économique, liés à la décolonisation, ne se sont pas réalisés. Dans les pays arabes, l'impasse du nationalisme et les assauts américano-israéliens mettent à mal la confiance en l'avenir et l'idée même d'État-nation ; le désarroi ouvre le chemin à une montée de l'islamisme politique.

Au Nord, la pensée unique vide de leur substance vie intellectuelle et vie politique. Alors que le manque de prise sur le mouvement de l'histoire empêche l'élaboration de programmes à l'échelle de la collectivité, les causes parcelaires à caractère sociétal, moral, écologique, communautaire, etc., prolifèrent. Tout concourt à une vision moralisante, réductionniste et souvent binaire d'un monde détaché de ses bases socioéconomiques et des rapports



Dominique Blain, *Intelligent American's Guide to the Peace*, 1991, livre et balles de fusil, 28 x 20 x 16 cm

de force politiques. La carence en idées laisse le champ libre aux croyances de tout acabit. L'accent sur les «valeurs» (emprunt à la droite étasunienne) fait le lit des conceptions essentialistes, identitaires ou particularistes à caractère ethnique ou confessionnel. Dans les pays arabes, le rôle d'opposants à des régimes post-nationalistes ankylosés échoit principalement aux islamistes. Leurs préoccupations n'en sont pas moins relatives aux «valeurs» et à l'«authenticité», plutôt qu'à l'examen de la situation socioéconomique et à l'analyse politique. Partout, la société civile et l'État national non ethnique et non confessionnel sont soumis à des pressions et des tensions.

LE CIVILISATIONNISME EN EUROPE

Si le slogan guerrier du « choc des civilisations » est un produit américain au service de la politique internationale des États-Unis, il a une couleur européenne particulière. Parce que l'Europe n'est pas aussi impliquée sur le plan international, son civilisationnisme puise à des sources intérieures.

À partir des années 1980, dans plusieurs pays européens, l'islam, religion de la minorité, est vu comme incompatible avec le monde moderne : il serait théocratique, fondamentaliste, intégriste, obscurantiste, rétrograde, antifemmes, terroriste, totalitaire. Avec ce fonds de commerce, la lutte contre l'islam prend la relève de l'«antitotalitarisme», qui visait les partis communistes, et de l'usage de l'immigré comme bouc émissaire de la crise économique. La «sauvegarde de la civilisation (judéo)chrétienne» de vieille facture est recyclée en croisade pour la «laïcité». Ces mutations favorisent l'ingénierie politique : l'extrême-droite sort du ghetto et ratisse plus large en remplaçant les immigrés par les musulmans dans son viseur. Une certaine gauche peut ainsi se rallier en toute quiétude à la bonne

cause laïque, ce qui, en prime, recadre son attention du politique au civilisationnel et la place à la remorque de la droite. Le toilettage confère de la respectabilité au ciblage d'une minorité et à l'incitation à la haine, désormais recouverts d'un cache-sexe.

La laïcité est dénaturée et dévoyée : de principe d'inclusion, elle est transformée en gourdin d'exclusion. Alors qu'une promotion de la laïcité exempte d'arrière-pensées xénophobes adopterait une pédagogie par l'exemple, celle mise de l'avant privilégie, au contraire, l'approche répressive, punitive, accusatrice, injurieuse, humiliatrice, dénigrante ou moqueuse qui n'accomplit rien d'autre que de rendre rebutant le laïcisme et de provoquer le repli identitaire et l'exacerbation de l'altérité. On est en droit de se demander si ce n'est pas le but recherché. Fanatique, ce catéchisme «laïc» voue aux gémonies un groupe en particulier et ressemble à s'y méprendre à de la xénophobie. Toujours est-il qu'il permet de se déculpabiliser et de stigmatiser en ayant la conscience tranquille. L'ostracisme envers une minorité se pare même des dehors d'un combat pour les idées universalistes des Lumières et, du coup, les islamophobes se retranchent derrière «la liberté d'expression» et «le droit de blasphémer». Sélectives, ces prérogatives ne valent que contre l'islam ; leur application au judaïsme, autre foi minoritaire, ferait inmanquablement déferer les amateurs de dérision devant les tribunaux pour délit d'antisémitisme.

SOUS L'ÉGIDE NÉOCONSERVATRICE

Les attentats du 11 septembre 2001 opèrent la jonction entre la « guerre des civilisations » à finalité géopolitique et l'islamophobie endogène. La boucle est bouclée : son sens étant élargi pour joindre le volet intérieur à la dimension internationale, le « choc des civilisations » résume le conflit



Dominique Blain,
Missa (extrait), 1992,
 100 paires de bottes
 d'armée, fils de nylon,
 grille de métal et bois,
 600 x 600 x 300 cm

global que mène le néoconservatisme. S'y retrouvent les vétérans de l'anticommunisme de vieille souche et ceux de l'«antitotalitarisme» des années 1970, métamorphosés en islamophobes sous couvert de «laïcisme» durant les années 1990. Néoconservateurs et sionistes des lobbies israé-

liens s'interpénètrent et se confondent : les premiers en retirent inspiration et soutien, les seconds, un appui inconditionnel aux politiques israéliennes. Tous communient au leadership américain faisant la «guerre au terrorisme» au nom des «valeurs». Une internationale du néoconservatisme essaime des États-Unis aux autres pays occidentaux, incarnée par des dirigeants politiques et par une flopée de porte-parole tenant peu ou prou le même discours. Elle est d'autant plus nécessaire qu'il faut périodiquement réunir ces pays dans des coalitions demandées par les États-Unis et régentées par eux.

Synthèse de courants distincts, le « choc des civilisations » est une conception du monde qui s'adjoint une stratégie multifonctions. L'engin est à double détente : machine de guerre sur le plan international, levier de discorde sur le plan intérieur. À l'extérieur se succèdent invasions, occupations, guerres ethniques ou confessionnelles, démantèlements de pays, «*regime change*» et coups d'État déguisés en «révolutions». Le but est d'éliminer les obstacles à un monde unipolaire, de mettre au pas les récalcitrants et de placer de nouveaux espaces à la disposition du capitalisme occidental. À l'interne, la carte identitaire est jouée à fond, en particulier en France (à laquelle on fait grandement écho au

Vous avez dit civilisation ?

GILLES BIBEAU

Le sens du terme *civilisation* peut être équivoque. Il peut tantôt évoquer une perspective ethnocentriste et des rapports de pouvoir –notamment dans tout le discours sur le « choc des civilisations »–, tantôt désigner une réalité anthropologique séculaire, voire millénaire. Il convient dès lors d'exposer certains concepts qui permettent de bien saisir la profondeur anthropologique de cette notion, et le contexte plus large dans lequel elle est souvent utilisée.

PLURALITÉ DES AIRES DE CIVILISATION

Contre tous les préjugés ethnocentriques, l'anthropologie contemporaine envisage l'humanité dans son unité et sa diversité. Les différentes civilisations se sont donné partout un

même projet primordial, à savoir celui d'édifier une humanité dans un processus d'arrachement aux stricts déterminismes de la nature. Chaque civilisation est une version singulière de ce projet. Les univers de sens construits par les sociétés humaines sont partout des réalités dynamiques et fragiles qui connaissent des périodes d'apogée et de déclin, des temps de rayonnement et de repli. Le monde occidental, dégrisé de l'ivresse de son désir d'hégémonie, semble s'extirper, peu à peu, de sa prétention à incarner, seul, le symbole de la raison et de la civilisation face à une altérité projetée, d'emblée, du côté de la non-civilisation. Toutes les manières d'être-aumonde proposées par les civilisations contribuent à déployer l'extraordinaire potentiel d'une humanité qui ne peut être que plurielle, irréductible à un seul point de vue.

RELATIVISME ET UNIVERSALISME

Rompant avec un évolutionnisme simpliste, l'anthropologie contemporaine affirme l'égalité de toutes les civilisations et reconnaît que les civilisations non occidentales ne sont pas en retard par rapport à l'Occident, mais qu'elles se

L'auteur est professeur émérite au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal

Québec). En plus de polémiques à grand renfort de publicité, des incidents triviaux sont montés en épingle et mis en scène. Tout y passe: affaires de foulard, de «jupe islamique», de repas *halal* à la cantine et de «burkini» à la piscine. Clivant, l'effet de ce «défouloir civilisationnel» est de tout réduire à des «valeurs» – comme ici avec la Charte des valeurs – et de conférer une impulsion sensible à la communautarisation, à la confessionnalisation et à l'ethnisation de la collectivité. Désintégrateur du tissu social et de l'unicité nationale, le «choc des civilisations» permet d'essentialiser à tout va et de détourner l'attention des questions socioéconomiques et politiques. Les luttes de civilisations servent ainsi d'antidote aux luttes de classes, aux rapports de pouvoirs, aux inégalités sociales. Cette fonction dérivative n'est pas le moindre de leurs avantages comme outil d'enrayage et de désamorçage des mouvements de contestation.

UN DERNIER TOUR DE VIS

La crise économique qui débute en 2008 est un tournant qui fait passer la stratégie civilisationnelle à la vitesse supérieure. La panne est systémique, le pouvoir dépourvu de solutions et la stagnation installée pour longtemps. Chômage, baisse du niveau de vie, précarisation, paupérisation et creusement des inégalités font augmenter les risques de fractures irréparables, de troubles sociaux et de soulèvements populaires. Le besoin de diversion se faisant plus impérieux, les gouvernements prennent directement en mains la «campagne civilisationnelle». Un pas est franchi. Déjà banalisé, le «civilisationnisme» est dès lors officialisé. En France, Nicolas Sarkozy, alors président, met en branle

un grand débat sur l'identité nationale. L'actuel premier ministre, Manuel Valls, déclare son pays en «guerre de civilisation». S'il précise que ce n'est pas contre l'islam, il ne s'interdit pas de prononcer le mot-code de l'islamophobie: «islamofascisme». Par ailleurs, ses adresses répétées et ostentatoires aux Français de religion juive (comme le 8 septembre, dans une synagogue de Paris) imprègnent la nation de confessionnalisme communautariste et antirépublicain.

La crise de 2008 discrédite aussi la mondialisation capitaliste et disqualifie le leadership américain. Basé sur l'endettement et la financiarisation, le système économique s'apparente à un château de cartes. Il n'est plus possible de le vanter comme modèle légitimant la primauté américaine. Le roi est nu, tandis que vacille l'unipolarité censée être assurée depuis la disparition de l'URSS. Son avenir est compromis par la fragilisation des États-Unis et le renforcement de potentiels rivaux. Une offensive s'impose de toute urgence, d'abord dans le monde arabe où des soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte risquent de faire tache d'huile. Les dizaines de milliers de djihadistes armés provenant de tous les coins du monde, semant terreur et dévastation, se révèlent des «ennemis civilisationnels» utiles pour démembrer des pays au moyen d'un sectarisme pathologique. La boîte de Pandore étant grande ouverte, la désintégration de ces États et sociétés, commanditée de l'extérieur, s'ajoute à la fragmentation interne. Les apprentis sorciers du «choc des civilisations» sont à la manœuvre. ●

situent plutôt ailleurs. Si chaque civilisation cultive sa seule différence, on tombe dans le relativisme et l'incommunicabilité menace alors l'humanité. Seule une universalité respectueuse des différences entre les civilisations – que certains appellent *pluriversalité* – permet d'établir un monde dans lequel échanges et dialogues contribueront à déverrouiller les frontières des civilisations tout en les mettant en communication. Une des difficultés provient non seulement de la position hégémonique de l'Occident, mais aussi du fait que l'Occident a théorisé l'universel en se prévalant d'un statut de supériorité.

CIVILISATION MONDIALE

Il n'y a pas, et il ne peut y avoir, une civilisation mondiale au sens absolu que l'on donne à ce terme, puisque la civilisation implique la coexistence de cultures diverses, et qu'elle consiste même en cette reconnaissance des différences. Dans le contexte d'une mondialisation capitaliste laminoir des cultures, l'anthropologie fait la promotion, dans un esprit nettement postcolonial, de la diversité culturelle, qu'elle fonde sur la conviction que chacune des civilisations est porteuse d'un

message particulier à offrir au monde. Nous assistons ainsi aujourd'hui à un repositionnement de notre regard sur l'«indigène», le «primitif» et le «sauvage» à qui l'homme occidental s'est historiquement imposé avec son projet civilisateur.

POLITIQUE DE CIVILISATION

La mise en place d'une «politique de civilisation» ancrée dans une «éthique du respect de l'altérité» apparaît être une condition essentielle pour pouvoir contrecarrer la puissante tendance uniformisatrice qui veut imposer la même civilisation à l'ensemble des sociétés de la planète dans un illusoire projet de standardisation universelle de l'humanité. Le temps est venu d'en finir avec la position hégémonique de l'Occident et son inébranlable certitude à l'égard de sa supériorité civilisationnelle¹.

1. Voir J.-C. Ravet, «La renaissance des cultures du monde. Entretien avec Enrique Dussel», *Relations*, n° 770, février 2014.

Le chaos créateur

La « guerre contre le terrorisme » et le djihadisme concourent à l'expansion de la globalisation capitaliste et de sa gouvernance techno-financière.

JACQUES-ALEXANDRE MASCOTTO

L'auteur est sociologue

George Friedman, le fondateur de Stratfor, la plus grande agence de renseignements privée aux États-Unis, nomme avec précision ce qui se joue sous le vocable « guerre au terrorisme » créé par le gouvernement américain et qui caractérise la géopolitique mondiale : « Dorénavant, les guerres ne sont plus faites pour être gagnées... » Comme elles ne sont évidemment pas davantage faites pour être perdues, cela signifie que ces « guerres » dont parle Friedman sont destinées avant tout à punir, à déstabiliser, à fragmenter, à dépolitiser, à humilier, c'est-à-dire à propager un « chaos créateur » comme mode de gouvernance de la mondialisation techno-financière.

Cette géopolitique ne vise pas tant une domination impérialiste de territoires qu'une expansion financière prédatrice. Elle implique comme étape nécessaire un retour à un hyper-désordre : une géopolitique du chaos – théorisée par Samuel Huntington sous le nom de « choc des civilisations » – ébranlant la planète tout entière. Ce qui est visé, c'est le démantèlement des institutions, la destruction du pouvoir de l'État et, ultimement, le « démembrement » des sociétés, ces remparts qui se dressent devant la souveraineté du capital financier et le néo-féodalisme des transnationales.

La guerre est en effet une manière efficace de soumettre aux ordres du capital les récalcitrants, le « vieux » monde qui résiste encore au règne des nouveaux seigneurs par ses représentations, ses institutions, sa culture, sa souveraineté politique.

L'OPÉRATIVITÉ CONQUÉRANTE

La géopolitique du chaos vise ainsi à mettre en place une (anti)civilisation opérationnelle qui ne veut plus rien savoir des fondements socio-symboliques des sociétés, comme des rapports des êtres humains à « l'invisible » – par exemple, la faculté de l'inutile, la production symbolique de la beauté, un rapport particulier à la mort... – sur lesquels se fonde toute véritable civilisation. Ce qui compte, c'est de pouvoir intervenir directement et constamment sur le réel, en détruisant tout ce qui ne peut être absorbé par la logique du capital.

La géopolitique, *stricto sensu*, n'existe plus. La guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres

moyens : elle est devenue management du capitalisme total et absolu. Ce qui est en jeu dans la « gouvernance de la globalisation », ce n'est pas la *domination*, notamment la domination de la « civilisation occidentale » sur les autres civilisations, mais la *destruction* du *principe civilisationnel* auquel la logique du capital, étroitement liée à la nature expansionniste des États-Unis, veut substituer le *principe organisationnel*, calqué sur le mode de fonctionnement des grandes entreprises capitalistes. Qu'est-ce que le principe civilisationnel ? Il désigne, selon le sociologue Michel Freitag, la ligne de séparation au sein des sociétés entre, d'un côté, la dimension fonctionnelle de la vie sociale (par exemple, l'économie, le politico-administratif, le juridique) et, de l'autre, la dimension culturelle-symbolique d'idéalité, cultivée pour elle-même, inactuelle, qui est animée par le sentiment et portée, entre autres, par les appels d'air de la pensée, de la méditation, de la beauté. On notera que

le système d'éducation et l'architecture, comme le langage, participent des deux dimensions, l'une pratico-fonctionnelle et l'autre idéale, ouverte sur la dimension imaginaire de l'ordre symbolique.

L'ouverture symbolique est virtuellement infinie (il n'y a pas de limites à la puissance transformatrice du langage, par exemple). À ce titre, elle ne saurait à elle seule assurer la reproduction de la société qui doit

compter sur le principe de réalité, avec les contraintes que cela suppose. Ce qui compte, ici, c'est la réciprocité, l'aller-retour, entre la fonctionnalité utilitaire et l'idéalité symbolique, de telle façon que cette dernière s'enlace aux exigences de solidarité concrète de la vie pratique. La solidarité symbolique, où se cultive le partage du sens qui définit l'esprit d'une civilisation, doit être ancrée dans une solidarité sociétale, ce qu'incarnait, par exemple, d'une certaine manière et dans une certaine mesure, l'État-providence. Il est important de comprendre que cette solidarité matérielle, quotidienne, orientée sur le bien-être et les besoins, contient et restreint – en raison même des contraintes sociales et historiques – le symbolique et, a fortiori, le religieux, c'est-à-dire la puissance de la transcendance dans sa capacité d'outrepasser ces contraintes matérielles.

Mais revenons à la « géopolitique du chaos », qui vise la destruction du principe civilisationnel et sa substitution par le principe organisationnel. Et concentrons-nous sur le « grand Moyen-Orient ». À l'issue des luttes anti-impérialistes des années 1920-1960, des pays comme l'Algérie, la Syrie, l'Égypte, l'Irak et la Libye réussirent à effectuer des nationalisations à grande échelle des infrastructures et des industries stratégiques (gaz, pétrole, minerais), accompagnées de programmes de partage social

L'Él se voit entièrement dans le miroir de l'Occident. Sa religion sans trêve et sans merci est à l'image du capitalisme – la religion la plus impitoyable qui soit.

et d'éducation accessibles à l'ensemble de la population, tout en appuyant fermement la cause palestinienne. Ces pays sont devenus la cible privilégiée des grandes entreprises privées, totalement arc-boutées sur la privatisation et la dépossession de la souveraineté nationale. En droite ligne avec les nombreuses visées de reconfiguration-démembrement du « grand Moyen-Orient », tels le Plan Yinon (1982) de l'Organisation sioniste mondiale et le rapport « Rebuilding America's Defenses » (2000) du *think tank* néoconservateur américain Project for the New American Century, l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies, un *think tank* israélo-américain, publie, en 1996, un document intitulé *A clean break: a new strategy for securing the realm*. Celui-ci établit la feuille de route du renversement en chaîne des gouvernements d'Irak, de Libye, de Syrie, du Liban et du Soudan, renversement qui doit triompher avec la destitution du gouvernement de l'Iran, ennemi juré de l'Arabie saoudite et principal obstacle à l'expansionnisme israélien.

Selon ces « plans », le Pentagone et le complexe militaro-industriel américain se donneront les moyens d'éradiquer de la géographie humaine les infrastructures des pays qui ne sont pas des « démocraties de marché », c'est-à-dire qui ne suivent pas la politique néolibérale des États-Unis. Écoles, centres de recherche, universités, voies de communication et de transport, hôpitaux, plates-formes de transit des industries stratégiques seront systématiquement détruits en Irak, en Libye et en Syrie, entre autres. Les organisations terroristes, comme le groupe armé État islamique (ÉI) et Al-Qaïda, que les États-Unis ont, directement ou non, contribué à créer, servent d'accélérateurs à cette destruction initiée, de l'extérieur, sous couvert de guerres humanitaires ou anti-dictateurs.

Dans de telles conditions, la solidarité civilisationnelle, faite de références symboliques communes, ne peut plus s'objectiver, se projeter dans la solidarité sociétale. Les infrastructures de la solidarité sociétale détruites, « *religion will fill the gap* », écrivait Huntington. Le symbolique-religieux, n'ayant plus de frein, en vient en effet à coloniser tout le champ identitaire et à s'appropriier toutes les références ; il règlemente tous les rapports sociaux (les rapports homme-femme, la sexualité en général, le système éducatif, le juridico-politique). Le symbolico-religieux prend alors directement en charge les espaces de vie, les problèmes d'intégration sociale et se fige dans l'expression rigoriste, rituelle, d'un ordre politico-religieux. Le religieux monopolise ainsi l'idéalité civilisationnelle ; il se transmute lui-même en un mode de production d'une nouvelle humanité définie par une posture ultra-identitaire (chiisme contre sunnisme) soumise à la surveillance des comportements de la part de chefs communautaires. Ceux-ci rivalisent entre eux dans une surenchère terroriste d'un « faire-société » qui se ramène à un enchaînement compulsif de procédures de contrôle et de marquage identitaire, dotées d'une validité « divine ».

DES ALLIÉS DANS LA DESTRUCTION

Il y a ainsi une profonde similitude entre la réduction capitaliste de la société à l'opérativité et la réduction du religieux à un ritualisme rigoriste comme le fait l'ÉI. Le fondamentalisme qu'il promeut évacue entièrement l'esprit de la religion pour ne garder que la stricte lettre réifiée. Il s'enferme ainsi dans la peur de l'esprit de la lettre – de la vie, en fin de compte – oubliant que les grandes religions ont toujours changé au cours de l'histoire en fonction de l'esprit de la lettre. À cet égard, l'ÉI se voit entièrement dans le miroir de l'Occident. Sa religion sans trêve et sans merci est à l'image du capitalisme – la religion la plus impitoyable qui soit, comme l'avait si bien compris Walter Benjamin : préséance absolue de la lettre sur l'esprit, intervention permanente sur le réel au moyen de l'opérativité. Les mouvements djihadistes ne font pas autre chose, mais « sans phrases », comme dirait Marx. Ils éliminent littéralement ceux qui ne maîtrisent pas le bon code – le « mauvais » musulman étant celui qui n'a pas la « bonne » posture comportementale ultra-identitaire (les chiites, par exemple). L'ÉI accélère ainsi, sous son joug, le processus programmé de destruction des sociétés, en détruisant leurs soubassements socio-symboliques et historiques pluriels, bref leur propre civilisation. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CLAUDE RAVET

1. « La religion remplira le vide » (traduction libre).

Dominique Blain,
Bamiyan, 2013,
impression jet
d'encre sur papier,
99 x 114 cm



Leçons d'un massacre

Retour critique sur les attentats de Paris, en janvier 2015, sur la vague de solidarité qu'ils ont soulevée et sur son instrumentalisation par les puissances occidentales.

JEAN-CLAUDE RAVET

L'auteur est rédacteur en chef de *Relations*

Il y a près d'un an, les attentats meurtriers commis à Paris, en janvier 2015, ont rassemblé des millions de personnes à travers la France dans une immense vague de solidarité qui s'est répercutée à travers le monde. Le massacre à *Charlie Hebdo* en particulier a été vécu par plusieurs comme une terrible atteinte à l'un des fondements démocratiques les plus précieux : la liberté d'expression. Il a exposé, entre autres, le visage hideux du djihadisme, qui fait payer le prix du sang la moindre infraction à ce qu'il considère comme étant la « loi de Dieu » – image même d'un dieu haïssable et d'une idole sanguinaire. Même parmi les gens qui n'appréciaient guère la manière parfois grossière du magazine satirique, nombreux sont ceux et celles qui ont ressenti l'onde de choc les traverser et qui ont voulu exprimer leur solidarité et leur indignation d'une manière ou d'une autre.

Bien sûr, très vite, ce sentiment spontané a été instrumentalisé. Ce qui avait été le symbole d'un rejet collectif de la haine et du dégoût de la violence terroriste, mais aussi, plus fondamentalement, le symbole de l'amour de la li-

berté, s'est transformé en une injonction au conformisme de la pensée et de l'agir. Ainsi, refuser de faire des victimes de *Charlie Hebdo* le parangon de la liberté d'expression et de voir dans la « guerre au terrorisme » – telle que menée par les États-Unis et leurs alliés, notamment le Canada – le seul modèle à suivre, revenait à faire le jeu des terroristes, si ce n'est à en être complice.

LIBERTÉ INSTRUMENTALISÉE

Cette récupération a plusieurs visages, d'abord laïcard. Les attentats de Paris ont été l'occasion d'une surenchère, tantôt en faveur d'un laïcisme étroit voulant confiner la religion dans la stricte sphère de l'intimité, tantôt carrément contre l'islam, jugé incompatible avec la démocratie, ouvrant ainsi la voie à une islamophobie « justifiée ». Non seulement ce laïcisme méconnaît-il la réalité du fait religieux et sa dimension plurielle, communautaire et sociale, mais il se caractérise aussi par un mépris à son égard, considérant les religions comme une chose du passé à jeter dans la poubelle de l'histoire. Or, au terrorisme islamiste rêvant d'un espace public à l'image d'un parc à moutons, il ne faut pas opposer le bêlement à l'unisson derrière une idée de l'État, fût-elle républicaine, ou toute autre forme d'intransigeance. C'est mettre la table à des politiques sécuritaires liberticides... au nom de la liberté.

À ce titre, le mépris à l'égard du religieux à la manière *Charlie Hebdo* est loin d'être un modèle à suivre – même si l'irrévérence a sa place et peut avoir une valeur libératrice, la tradition rabelaisienne et carnavalesque en faisant foi. Il stigmatise encore plus des populations déjà marginalisées. Ce n'est plus rire du pouvoir, des gens de pouvoir, mais rire des petites gens, rajouter une couche à l'humiliation. Cela ne peut devenir un modèle sauf à vouloir verser dans la démesure et alimenter des conflits destructeurs.

Faire de la liberté un absolu – une idée à la fois pure et vide, détachée de tout contexte – est une autre forme de récupération. C'est l'éloge de la liberté des renards dans le poulailler de mieux croquer leurs proies – une liberté sans responsabilité, déliée radicalement du souci de l'autre, indifférente à l'autre : la loi des plus forts. On en voit les effets dévastateurs sur l'économie, la culture, le vivre-ensemble.

« Vive la liberté d'expression » est un appel creux quand il masque le fait que les voix sur notre monde, sur notre réa-

Dominique Blain, *Balance*, 1991, assemblage : balance, chaîne et fleurs de coton, 22 x 35,5 x 17 cm



lité, sont de plus en plus uniformisées, aseptisées, dépolitisées par les rapaces de la finance, de la publicité et du divertissement. La « valeur » liberté se transforme dès lors en un hochet amusant pour le grand nombre atomisé, laissant libre cours aux puissances techno-économico-militaires chez qui la « liberté » est une arme dévastatrice, conquérante, justifiant toutes les guerres. Limites et responsabilités sont inhérentes à la liberté, sans quoi celle-ci dériverait en pur laisser-faire, ce qui est le propre du capitalisme sauvage. Oser la liberté, c'est toujours se confronter aux limites oppressives, non pas pour abroger les limites, mais pour leur en substituer d'autres, cette fois au service de l'émancipation.

LA LUTTE ANTITERRORISTE

Il faut le répéter, la barbarie du groupe armé État islamique (ÉI) est méprisable et doit être combattue, mais sans oublier que l'expansion de la globalisation capitaliste et le courant djihadiste se nourrissent mutuellement. La lutte contre celui-ci doit nécessairement passer par la lutte contre celle-là, qui, afin d'étendre son emprise, contribue à la création de ces « barbares » en détruisant – au nom d'une guerre sans fin contre le terrorisme qui prend souvent la forme d'un véritable terrorisme d'État – des sociétés entières, faisant table rase de leurs institutions.

La lutte contre le djihadisme passe ainsi par la dénonciation du terreau colonial et postcolonial qui a engendré et alimente la globalisation et l'impérialisme nouveau genre, et par la reconnaissance de notre responsabilité collective à cet égard. Ce sont les sociétés détruites par les puissances occidentales – veillant toujours à siphonner leurs ressources si utiles –, qui deviennent le terreau fertile du djihadisme. Un autre facteur aggravant : les régimes et monarchies autoritaires du Moyen-Orient, qui répriment mouvements sociaux et partis démocratiques sur leur territoire, et sont soutenus par le gouvernement américain et ses alliés parce qu'ils protègent leurs intérêts économiques et géostratégiques. On ne peut qu'être très inquiet face à la stratégie privilégiée par les États-Unis et leurs alliés dans une guerre qui cherche à s'éterniser et contribue à la décomposition des sociétés sous la ligne de feu. Car la principale « ressource » de l'ÉI et des autres mouvements djihadistes, c'est l'humiliation qu'ils ont l'art de transmuter en terreur.

Il faut donc refuser d'embarquer dans les stratégies qui visent la destruction des institutions et la décomposition des sociétés en proie aux djihadistes, comme on l'a fait en Afghanistan, en Irak, en Libye et maintenant en Syrie. Il faut entretenir des liens avec les forces sociales et citoyennes au Moyen-Orient, porteuses d'alternatives, et soutenir le dialogue avec les intellectuels qui combattent l'intégrisme

djihadiste sur le terrain symbolique. Car, faut-il le rappeler, les communautés musulmanes sont les premières victimes de cette terreur, de cette défiguration de Dieu. Il nous faut devenir des alliés de ceux et celles qui y résistent, en même temps qu'à l'humiliation. C'est là une occasion de sortir d'un comportement colonial et d'ouvrir des espaces de subversion contre l'emprise autoritaire ; d'aider ainsi à soutenir les forces vives et créatrices qui puisent à l'héritage culturel et historique du Moyen-Orient en vue d'enrichir le monde commun.

LE SYMBOLIQUE MIS À NU

Il y a des événements qui révèlent la profondeur de l'existence contre des idéologies qui ont pour fonction de la masquer et de « légitimer » l'affairement marchand dans lequel nous sommes entraînés quotidiennement. L'émotion collective et le sentiment de solidarité avec les vic-

times, au lendemain des attentats de Paris, sont de ce type. Ils ont permis d'éprouver une culture et une raison communes qui unissent des gens de tout horizon politique et social. C'est en tant qu'habitants d'un monde commun, attaqué dans ses symboles vitaux, que ces milliers de personnes se sont levées, comme atteintes au plus profond d'elles-mêmes, pour défendre une des raisons essentielles du vivre-ensemble démocratique, pour lesquelles il vaut la peine de vivre et de se battre.

Alors même que celles-ci étaient attaquées violemment et avec haine, elles ont ressenti la prégnance – comme partie prenante de leur être – de leurs racines socio-symboliques, celles qui les relient profondément les uns les autres ainsi qu'à un monde commun. Expérience intense d'être habité profondément par une histoire de luttes, un imaginaire social, une culture commune.

C'est là une expérience peu courante dans l'air du temps hyper-individualiste, mu par une logique technicienne et impersonnelle au service d'une classe d'enrichis complètement déracinée et fière de l'être. Pour celle-ci, la dimension symbolique et culturelle de l'existence est non seulement superflue, mais un obstacle majeur à son projet de subsumer tout à la seule valeur qui tienne : l'argent.

Cette expérience n'avait pas à être vécue et partagée par tous – notamment par ceux et celles qui souffrent d'injustice et d'exclusion ou qui luttent contre elles. Car ce à quoi elle renvoie n'est vraiment libérateur que dans l'action et dans les luttes ; elle n'est aucunement saisissable ni propriété de personne. Mais il n'en demeure pas moins que les rêves souvent écrasés laissent des traces dans la chair du monde, que ces liens de sang et de mémoire, de combats et d'espoir, constituent bel et bien le fondement d'une société. À nous de veiller à ce qu'ils animent notre présent. ●

Il faut donc refuser d'embarquer dans les stratégies qui visent la destruction des institutions et la décomposition des sociétés en proie aux djihadistes, comme on l'a fait en Afghanistan, en Irak, en Libye et maintenant en Syrie.

La construction médiatique des préjugés

AMINE BRAHIMI

L'auteur est doctorant en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris et au Centre européen de sociologie et de science politique

Généralisée depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'image négative des musulmans dans les médias du monde occidental est un fait établi par de nombreuses études, et ce, dès les années 1980¹. Cette représentation est grandement liée au sensationnalisme et au traitement sommaire des événements marquants de l'actualité internationale impliquant des communautés musulmanes (par exemple, le conflit israélo-palestinien, la révolution iranienne de 1979, les guerres d'Irak et d'Afghanistan), traitement qui présente le monde musulman comme étant constamment en proie à l'instabilité et au fanatisme. La diffusion régulière par les médias d'images-choc frappant l'imaginaire (femmes voilées, groupes de djihadistes, attentats, etc.) contribue également à la représentation d'un islam désormais perçu comme menace potentielle aux institutions démocratiques. De cette construction médiatique ressort une figure du musulman conservateur, irrationnel et refusant la modernité, figure en phase avec la trame narrative du « choc des civilisations ».

Ce constat vaut pour le Québec, où, comme ailleurs en Occident, l'immigration récente en provenance des pays associés à l'islam pose de nouveaux défis. Aussi, les communautés musulmanes figurent parmi celles qui font l'objet d'une importante couverture médiatique. Au cours des dernières années, cette surmédiation a joué un rôle primordial dans la structuration et le renforcement, auprès de la population, de stéréotypes majoritairement négatifs. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, cette image a été plus que jamais « légitimée » et renforcée par une couverture caricaturale amalgamant islam et terrorisme. La question de « l'islam au Québec » est ainsi devenue un dossier central dans les médias, voire un enjeu sociétal majeur, particulièrement en période d'élections, à la faveur d'acteurs politiques capitalisant sur les stéréotypes et sur une politique identitaire de droite. Le débat sur le *niqab*, lors de la campagne électorale fédérale de 2015, en constitue l'exemple le plus récent. Alors qu'il ne reflète la réalité que d'une infime minorité de femmes musulmanes, le port du voile intégral a monopolisé les débats et la couverture médiatique durant des semaines.

Comme l'illustre cet exemple, les communautés musulmanes sont considérées comme un tout monolithique sans distinction, *par essence* incompatible avec l'Occident. Pourtant, la réalité est tout autre: les différences entre les musulmans de différents pays (maliens, indonésiens, arabes, russes...) sont bien plus importantes que celles qui les distinguent des citoyens de leurs communautés nationales respectives, par exemple. Interpellés en tant que musulmans, qu'ils soient pratiquants ou non, croyants ou non, beaucoup se sentent désormais concernés par les discours qui les stigmatisent indistinctement.

À titre illustratif de la force des représentations médiatiques de l'islam, le sondage sur le racisme mené par la firme de sondage Léger marketing, en janvier 2007, a révélé que 50% des Québécois ont une mauvaise opinion des musulmans. Ce n'est certainement pas un hasard, sachant qu'il a été conduit après que certains médias eurent monté en épingle des sujets sensibles tels que l'institution des tribunaux islamiques en Ontario ou des demandes d'accommodements raisonnables de nature religieuse. Ce que reflètent les résultats de cette enquête, c'est ni plus ni moins le manque de respect général, voire les infractions flagrantes à la déontologie journalistique commises par les médias quand vient le temps de traiter du fait musulman.

Or, la vision réductrice de l'islam qui en ressort a des effets très pernicieux sur le plan social: peur, humiliation, anxiété et insécurité constituent le lot des communautés musulmanes fragilisées par une position sociale souvent précaire, entraînant fatalement, pour la plupart, un repli sur soi et une crispation identitaire. Le profilage et autres dérives des dispositifs de sécurité, particulièrement aux frontières et dans les aéroports, la discrimination sur le marché du travail des personnes identifiées comme musulmanes² ou la croissance des actes islamophobes violents n'en sont que quelques exemples. C'est sans oublier le retour en force, dans le discours politique, des clichés orientalistes sur l'islamisation des sociétés, la soumission de la femme musulmane, la décadence des États gouvernés par l'islam, le terrorisme, etc. Inutile de rappeler à quel point toute cette situation nuit au développement d'un sentiment d'appartenance à la société d'accueil.

1. Voir notamment Jack Shaheen, *Arab and Muslim Stereotyping in American Popular Culture*, Washington, Georgetown University, 1997.

2. Voir Marie-Thérèse Chicha, « La discrimination à l'embauche », *Relations*, n° 763, mars 2013.

Radicalisation : ce qu'on refuse de voir

La façon dont nos gouvernements ont choisi d'aborder la « radicalisation » ne nous éclaire pas sur les vraies causes du phénomène, qui plonge ses racines dans des facteurs locaux, nationaux, internationaux et historiques complexes.

DENISE HELLY ET FRÉDÉRIK NADEAU

Avec l'enrôlement de jeunes Occidentaux dans les rangs du groupe armé État islamique (ÉI), le terme *radicalisation*¹ est devenu un mot à la mode dans les débats publics un peu partout en Occident. Il a présentement trois facettes : il est le maître mot de la lutte contre le terrorisme ; il crée un nouvel angle sous lequel regarder les minorités musulmanes d'Occident ; et il suscite une industrie de la « déradicalisation ».

Il faut d'abord souligner que l'usage politique du terme « radical » recouvre un spectre de courants et de positionnements souvent très variés. Par exemple, dans les années 1980 en France, la nationalisation d'entreprises et le protectionnisme économique étaient considérés du registre de la gauche française, alors qu'actuellement, ils sont associés à la gauche radicale, incarnée par le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon. On parle aussi de droite radicale pour distinguer les extrêmes-droites qui condamnent le système parlementaire de celles qui ne le renient pas (Front national en France, Parti de la liberté aux Pays-Bas). Du côté des autorités danoises, toute discrimination et tout dénigrement, même sans violence, sont considérés radicaux. À l'évidence, les termes *radical* et *radicalisation* tirent leur sens d'interprétations situées. Il s'agit dès lors de préciser le contexte de leur usage.

En Occident, depuis l'apparition de l'ÉI sur les écrans de télévision, le terme *radical* est généralement associé à

quatre phénomènes : l'islam, le terrorisme, le djihad et le rejet de la « culture occidentale », eux-mêmes associés à l'enrôlement de jeunes dans des armées prônant le meurtre des impurs, musulmans et non musulmans, et la chute ou la déstabilisation de gouvernements (Syrie, Irak, Yémen, Mali, Libye, Nigeria, Somalie, Kenya). Des signes concrets seraient censés permettre le repérage des jeunes ainsi enrôlés : religiosité accrue, codes vestimentaires, isolement social, délinquance urbaine, violence physique et verbale². Leurs comportements et attitudes sont alors classés comme « déviants », relevant de problèmes familiaux et personnels et pouvant être atténués par des programmes de prévention et de « déradicalisation ».

QUATRE OMISSIONS

Or, cette façon de concevoir la « radicalisation » omet – ou n'aborde qu'en surface – quatre grandes questions : premièrement, l'islam est-il vraiment en cause dans les comportements et attitudes des jeunes ciblés ? Deuxièmement, pourquoi les qualifier de « déviants » et de « radicaux » ? Troisièmement, comment nommer l'enrôlement, dans les rangs de l'ÉI ou d'Al-Qaïda, de jeunes vivant en pays musulmans ? Quatrièmement, comment expliquer l'enrôlement plus fréquent, en Occident, de jeunes issus de familles musulmanes ?

Tout d'abord, avancer que les projets des jeunes dits « radicalisés » prennent leur source dans des préceptes musulmans est une interprétation saugrenue. Les témoignages de jeunes Occidentaux en partance ou revenus des zones de combat montrent une ignorance de la théologie islamique et une vision anecdotique de l'islam³. La référence à l'islam est un marqueur identitaire plus que religieux ; elle est un signe de ralliement, une bannière. La religion des jeunes recrues de l'ÉI n'a rien à voir avec l'islam comme foi et théologie : elle en est une manipulation politique. Mais l'insistance sur le religieux a une double



Dominique Blain,
Sans titre, 1987

Les auteurs sont respectivement professeure et chercheur au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de recherche scientifique (INRS-UCS)



Dominique Blain, *Portrait de famille*, 2013, impression jet d'encre sur papier chiffon, 76 x 76 cm

efficacité dans des sociétés qui se pensent sécularisées. D'une part, elle délégitime et renvoie à l'irrationnel le comportement des jeunes en question; d'autre part, elle censure toute tentative d'approche sociologique de leur violence.

Concernant la deuxième question, la conduite et les idées des jeunes recrues de l'ÉI ou de similaires mouvements terroristes sont aussi qualifiées de «radicales», car elles sont hors normes et hors la loi. Ces jeunes se situent sur le terrain de la conviction et de la violence physique, et non sur celui de la parole, du débat et du contrat politique. Ils admettent trafics illégaux, tueries de civils, attentats-suicides, voire y participent. Ils honnissent la démocratie moderne et ses promesses d'égalité, projettent de détruire ce qu'ils nomment «Culture», qu'elle soit «occidentale» ou «musulmane», savante ou populaire, et se complaisent dans le fantasme d'en être les adversaires mortels. Cette idéologie, nullement élaborée en critique et projet politiques, ne peut, à première vue, qu'être dite hors norme, spectaculaire, incontrôlable, irrationnelle, déviante et «radicale». Mais ce jugement contredit un précepte libéral fondateur, l'idée de la capacité de rationalité de tout humain –à moins de vouloir faire des recrues de l'ÉI les Barbares du XXI^e siècle. Pour tenter de dépasser ce dilemme, leur violence doit être historicisée, contextualisée et une lecture distancée envisagée.

Cela nous amène à la troisième question, celle de l'attrait qu'exercent les «terrorismes islamistes» sur les ressortissants de pays musulmans. Il semble que celui-ci découle d'une conjonction de facteurs connus. L'histoire du Moyen-Orient, depuis plus d'un demi-siècle, en est une d'ingérence étrangère (souvent militaire), de dictatures et d'échecs de réformes démocratiques, en particulier en Égypte, dans un pays central à l'identité et à la culture arabes. Les projets nassériste, socialistes, nationalistes, islamistes et les revendications palestiniennes ont échoué;

des élites prédatrices confisquent le pouvoir et les ressources économiques et il n'existe guère de représentation politique institutionnalisée permettant à des opposants de s'exprimer. Depuis les années 1970, les tentatives d'investir légalement les arènes politiques nationales en constituant des oppositions se réclamant de l'islam ont été contrées (Front islamique du salut, en Algérie, Refah en Turquie, Frères musulmans en Égypte, etc.). Certaines sont passées à l'action directe alors que se formaient des réseaux internationaux terroristes soutenus par des groupes d'intérêt, des mouvances idéologiques et des institutions –notamment les services de renseignement pakistanais, protecteurs d'Al-Qaïda et des Talibans. La destruction de l'État irakien et libyen, la mainmise de factions chiïtes sur le pouvoir à Bagdad et le refus des États-Unis d'armer une opposition syrienne ont aussi facilité la formation d'Al-Nusra, en Syrie, et de l'ÉI en Irak.

Il faut encore mentionner l'élimination ou l'exil des élites intellectuelles et politiques de nombreux pays de la région, dont certaines auraient pu constituer un contre-pouvoir aux régimes dictatoriaux et militaires. Leur intervention, depuis des scènes occidentales, les rend inaudibles dans leur pays d'origine. Dans de tels contextes, comment qualifier l'engagement de jeunes gens dans les rangs de l'ÉI, un mouvement sanguinaire et délirant dans son projet d'effacer l'histoire du Moyen-Orient, en particulier depuis les accords de Sykes-Picot, qui ont redessiné la carte de la région en 1916? Le qualifier d'irrationnel ou de «déviant» éclaircit-il ce phénomène et le projet de recréer le califat –aboli en 1924 après la chute de l'Empire ottoman?

Enfin, concernant la quatrième question, celle des situations qui contribuent, dans les sociétés occidentales, à produire une violence sociale chez des jeunes, elles sont aisées à circonscrire et elles ne concernent pas uniquement des individus se réclamant de l'islam. Il suffit de lire sur le Web les doléances, notamment en provenance de l'extrême-

droite, concernant l'incertitude face à l'avenir, la perte de référents identitaires collectifs, le malaise moral, le mépris des élites, la condamnation des inégalités sociales, les craintes concernant l'emploi, l'aversion de la culture savante... Dans le cas de jeunes musulmans (ou identifiés comme tels), s'ajoutent à ces conditions ostracisme, relégation sociale, chômage, déni de droits, dénigrement vulgaire de l'islam, décalage culturel avec les parents, bref, autant de situations qui rendent difficile le fait d'être jeune et musulman. En sus, leur isolement politique est total; ils sont oubliés par la gauche et les syndicats, et les élites libérales ne produisent aucun contre-discours face à l'islamophobie croissante ni face à l'idée de supériorité civilisationnelle de l'axe de l'OTAN. Dans ce contexte, la violence politique des uns, la désespérance de certains rêvant d'ailleurs, et le repli des autres dans un islam fantasmé et une purification morale par le meurtre deviennent des voies... sans issue.

Des facteurs psychosociaux individuels très divers interviennent néanmoins, puisque tous les jeunes soumis à ces contextes n'ont pas le projet de s'enrôler dans une armée «islamique». Il faut des événements déclencheurs et l'intervention d'une médiation, généralement un personnage charismatique, en ligne ou en personne, qu'une surveillance policière et communautaire peut contrer.

POURQUOI UNE TELLE OFFENSIVE PUBLIQUE ?

Le rejet «radical» de l'Occident et de son impérialisme n'est pas un phénomène inédit, mais actuellement, deux facteurs amplifient l'attention qu'on y accorde: l'absence d'analyse par les médias grand public et leur usage immodéré de nouvelles spectaculaires, d'une part, et la signification politique du terrorisme actuel en Afrique et en Asie, notamment au Moyen-Orient, d'autre part.

Les mouvements terroristes actuels se distinguent en effet de ceux de la période 1960-1990. Ces derniers étaient des mouvements nationalistes mettant en cause l'autorité d'États centraux et leur lien avec un capitalisme dit spoliateur. Ils visaient à déstabiliser un pouvoir étatique et économique tout en éliminant des représentants. Les «terroristes» actuels visent certes à fragiliser des États et à redessiner les frontières nationales mais, à la différence des premiers, ils contrôlent des territoires et des ressources (pétrole, sites archéologiques, taxation, autres trafics). En raison de leur double stratégie –guérilla fortement armée sur de larges territoires (celui de l'ÉI équivaut à la taille de l'Angleterre) et attentats contre des civils en zone urbaine–, leur éradication exige l'engagement d'importantes troupes militaires au sol. Les militants de l'ÉI disposent de moyens plus étendus que les groupes «terroristes» de la période 1960-1990. Ils disposent notamment d'une grande capacité logistique et technique (structure en réseaux, direction

formée en informatique, armement et technologies de l'information provenant souvent de la décomposition de l'armée et de l'administration irakiennes); de fonds importants (soutien d'États musulmans et d'élites conservatrices); d'un recrutement militaire facilité par les médias sociaux et se nourrissant de la situation politique et sociale prévalant dans les pays musulmans –en plus de la frustration, réelle ou relative, de descendants d'immigrés musulmans en Occident. Ils disposent aussi d'une puissance de feu inédite par rapport aux organisations des années 1960-1990, puissance accrue depuis la chute de l'URSS et l'extension du marché noir des armes.

Face à cette nouvelle puissance des mouvements terroristes et devant les enjeux qu'elle soulève (affaiblissement d'États, capacité de négociation, ethnocides, renouveau d'un «nationalisme» panarabe), l'idée de «radicalisation» de jeunes «déviantes» s'avère une notion très exiguë pour rendre compte de la complexité des facteurs locaux, nationaux, internationaux et historiques actuellement à l'œuvre. Les agences occidentales devant combattre cette «déviance» (polices, services sociaux, écoles, ONG) peuvent

bien cerner des facteurs individuels qui contribuent à faire de jeunes désorientés ou révoltés des proies et des acteurs de la violence «islamiste», mais ils ne peuvent nier une réalité: il existe bel et bien une offre et une demande sociale de révolte, de violence et de meurtre contre l'Occident (et, en pays musulmans, contre des minorités musulmanes ou autres). Cela

est le fait à expliciter avec plus de précision et d'intelligence que nous ne le faisons actuellement.

Certes, des commentateurs vedettes disent connaître la solution miracle. Au Québec et en France, ils proposent la laïcité comme remède à l'errance et au désir de meurtre de jeunes désocialisés. Plus de laïcité à l'école les empêcherait de devenir violents, comme s'il avait suffi, pour lutter contre l'Action directe, de renforcer les cours d'instruction publique. Autant dire qu'on a décidé d'être sourd aux fondements régionaux et internationaux de la violence extrême qui recouvre progressivement le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans et à sa résonance chez des jeunes issus de classes moyennes urbaines occidentales. ●

Autant dire qu'on a décidé d'être sourd aux fondements régionaux et internationaux de la violence extrême qui recouvre progressivement le Moyen-Orient.

1. Nous avons opté pour la définition d'A. J. Gielen, c'est-à-dire le développement d'idées et d'activités tendant à des changements extrêmes, voire au renversement de l'ordre social ou politique, au cours duquel la volonté d'user de la violence peut s'accroître.

2. Le Service de police de la Ville de Montréal refuse toutefois pareil repérage. Voir Vincent Larouche, «Le SPVM se garde de lister les indicateurs visibles de radicalisme», *La Presse*, 21 mai 2015.

3. Arun Kundnani, «*Radicalisation: the journey of a concept*», *Race & Class*, n° 54 (2), octobre 2012.

Espérances pour une modernité arabo-musulmane

La théologie islamique de la libération est une voie essentielle pour les peuples arabo-musulmans qui, à partir de leur patrimoine civilisationnel, cherchent à incarner une modernité endogène.

MOHAMMED TALEB

Si nous scrutons l'actualité écologique, géopolitique, et interculturelle du monde, les années à venir s'annoncent assez sombres. Mais l'écologie nous enseigne que plus un système est complexe, plus il est sensible aux plus petites variations : c'est « l'effet papillon », identifié par le météorologiste Edward Lorenz. Cette métaphore fonde une sorte de « principe d'espérance », espérance qu'il est possible de repérer dans le monde de l'islam, et singulière-

ment dans l'espace arabo-musulman. Mettre l'accent sur elle n'occulte pas les situations de crise, mais rappelle cette conviction spirituelle propre aux grandes sagesse : la vie est plus forte que la mort ! Même si la pensée doit envisager les périls, l'action, elle, est capable de transfigurer le monde en vue du bien commun.

Actuellement, pour relever les défis qui sont les leurs, les peuples arabo-musulmans cherchent à faire vivre une modernité endogène qui ne soit ni la simple continuation de la tradition, ni la copie de la modernité occidentale. L'enjeu pour eux est de lui donner, à partir de leur humus culturel et spirituel, une forme historiquement adaptée aux valeurs universelles et transculturelles que sont l'écologie, la justice sociale, l'émancipation de la femme, le pluralisme. C'est à travers une réappropriation critique et lucide de leur patrimoine historique que l'élaboration de cette modernité endogène peut se réaliser.

L'auteur, philosophe, enseigne l'écopsychologie à Lausanne et préside l'association Le singulier universel. Il a publié notamment *Éloge de l'Âme du monde* (Entrelacs, 2015) et *L'écologie vue du Sud* (Sang de la Terre, 2015)

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- BESSIS, Sophie, *La double impasse, L'universel à l'épreuve des fondamentalismes religieux et marchand*, Paris, La Découverte, 2014.
- CHADLI, El-Mostafa et GARON, Lise, *Et puis vint le 11 septembre. L'hypothèse du choc des civilisations remise en question*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003.
- CORM, Georges, *Pour une lecture profane des conflits*, Paris, La Découverte, 2015.
- HALEVI, Ilan, *Islamophobie et judéophobie. L'effet miroir*, Montréal, M éditeur, 2015.
- KLEIN, Naomi, *La stratégie du choc*, Paris, Actes Sud, 2008.
- LUIZARD, Jean-Pierre, *Le piège Daech*, Paris, La Découverte, 2014.
- MARZOUKI, Nadia, *L'islam, une religion américaine?*, Paris, Seuil, 2014
- RENAUD, J., PIETRONTONIO, L. et BOURGEAULT, G. (dir.), *Les relations ethniques en question. Ce qui a changé depuis le 11 septembre 2001*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002.
- TALEB, Mohammed et al. (dir.), *Théologies de la libération*, Paris, L'Harmattan, 2000.

ARTICLES ET REVUES

- Alternatives Sud*, dossier « État des résistances dans le Sud – 2010. Monde arabe », vol. XVI, 2009/4.
- AMIRAU, Valérie, « Après le 7 janvier 2015, quelle place pour le citoyen musulman en contexte libéral sécularisé? », *Multitudes*, vol. 2, n° 59.
- FULLER, Graham E., « Pourquoi le monde musulman résiste à l'Occident. Quatre facteurs géopolitiques pour comprendre », *Orient XXI* [en ligne], 22 septembre 2015.
- HELLY, Denise, « La peur de l'islam », *SociologieS* [en ligne], le 23 février 2015.
- IDIR, Mouloud, « Le contexte du débat sur la radicalisation : *cui bono?* », *Webzine Vivre ensemble* [en ligne], vol. 22, n° 78, été 2015.
- L'inconvénient*, dossier « Islam, islamisme, islamophobie », n° 61, été 2015.
- Relations* : **Articles** : J.-C. Ravet, « Pas en notre nom! », n° 775, décembre 2014 ; V. Romani, « Transition dictatoriale en Égypte », n° 774, octobre 2014 ; R. Lemieux, « Droite religieuse et mondialisation », n° 762, février 2013 ; J.-C. Ravet, « Islam, fondamentalisme et modernité, entrevue avec Antoine Sfeir », n° 690, février 2004. **Dossiers** : « Un monde qui vacille », n° 770, février 2014 ; « Le racis-

- me à découvert », n° 763, mars 2013 ; « Violence et religion », n° 744, novembre 2010 ; « La vague militariste », n° 715, mars 2007 ; « À la rencontre de l'islam », n° 706, février 2006 ; « Sur un pied de guerre », n° 674, février 2002. *Spirale*, dossier « Stigmat-machine : altérisation et racisation par le haut », n° 252, printemps 2015.
- TURCOTTE, Marie-Andrée, « Le choc des civilisations : le Québec et les musulmans. Entrevue avec Lise Garon », 99 % *Média* [en ligne], le 27 mai 2015.

FILMS ET MULTIMÉDIA

- Fahrenheit 9/11* de Michael Moore, 2004
- L'islamophobie au Québec*, Journée d'étude du Centre justice et foi (mars 2013). Conférences disponibles en ligne : <cfj.qc.ca/ap>.

SITES WEB

- <droitsdespeuples.canalblog.com> et <islamcosmique.canalblog.com> : Blogs anti-impérialiste et sur l'islam animés par Mohamed Taleb
- <orientXXI.org> : Magazine en ligne sur le Moyen-Orient
- <cfj.qc.ca/ve> : Webzine *Vivre ensemble*



ATTENTION AUX RÉDUCTIONNISMES

Refusant que l'islam soit réduit à ses aspects religieux, cette modernité arabo-musulmane valorise son héritage historico-culturel, sa temporalité. Le fondamentalisme, lui, occulte les chemins complexes du temps au profit d'un âge d'or ou d'une apocalypse à venir. Les 15 siècles de cette civilisation furent pourtant caractérisés par une formidable ingénierie socioculturelle, une intense activité scientifique, dans une alliance fertile entre foi, raison, créativité intellectuelle et spiritualité.

Pour le comprendre, tournons-nous vers l'un des penseurs de cette modernité endogène, le professeur et politologue algérien Mohamed Tahar Bensaada. Il réfléchit à une théologie islamique de la libération qui, à ses yeux, doit à la fois explorer d'une façon critique l'immense champ du patrimoine civilisationnel de l'islam (d'Avicenne à Averroès, d'Ibn Khaldoun à l'émir Abdelkader), et à la fois s'ouvrir, d'une façon non moins critique, aux sciences sociales et à la philosophie contemporaines.

La réduction de la religion musulmane à sa dimension juridico-morale, avec tout le rigorisme que cela entraîne, doit aussi être évitée. En effet, le Coran – qui, pour un musulman et une musulmane, est la parole même de Dieu – n'est pas un code pénal. Il est une exhortation cosmique, écologique, éthique, poétique, sapientiale, prophétique, historique.

Ainsi, ce qui est à l'ordre du jour d'une authentique réforme radicale (« *islah* ») musulmane, c'est l'affirmation du Coran comme parole de libération face aux aliénations extérieures et sociales qui maintiennent les peuples dans un état d'infériorité. La critique musulmane de l'usure, de l'axiomatique de l'intérêt, son éloge de l'égalité et du pluralisme comme signes de la miséricorde divine, sont au cœur de cette théologie libératrice. Le Coran est aussi parole de liberté face aux aliénations intérieures, celles qui ne respectent pas la dignité de la personne humaine, le secret de sa conscience, et cela au nom d'une conception massifiante et caricaturale de la communauté fraternelle des croyants et des croyantes, la *oumma*.

Plusieurs intellectuels, dans le monde arabe et ailleurs sur tous les continents, se sont lancés depuis longtemps dans la création d'une théologie islamique de la libération, articulée à un projet de modernité endogène. Il y a une analogie éthique et politique avec la théologie chrétienne de la libération. Chez ces intellectuels, les mots sont divers : théologie de la libération, réforme radicale, socialisme islamique... Mais le défi est le même.

Parmi les principales figures de ce courant, mentionnons l'Iranien Ali Shariati, le Sud-Africain Farid Esack et le Palestinien Mounir Chafiq, qui insistent sur la nécessité d'une auto-organisation des peuples pour éviter les dérives et les manipulations. Les *moustadh'afoun*, les opprimés, les « sans droits », sont, pour eux, les sujets du combat pour la justice et la dignité. Et il ne concerne pas uniquement les opprimés musulmans : ce sont les masses de l'humanité qui doivent instaurer sur terre un régime de justice. Il y a donc un vrai sens de l'humanisme dans ce courant islamique présent dans différents pays. En Afrique du Sud, par exemple, les militants musulmans de la théologie de la libération étaient engagés au sein du Congrès national africain ou du Front démocratique uni.

Cette théologie islamique de la libération est une voie essentielle face à l'alternative mortifère qui nous contraint de choisir entre le fondamentalisme et la soumission à la modernité capitaliste occidentale. Toutefois, elle ne devrait pas être réduite à une simple production intellectuelle de nature religieuse, ou à une exégèse des sources scripturaires de la foi. Elle est aussi une praxis visant à transfigurer le monde. C'est pourquoi ses praticiens et théoriciens doivent veiller à sa déclinaison au pluriel, au gré des questions concrètes qui se posent aux sociétés musulmanes. Ainsi, cette théologie peut être comprise comme la matrice d'une théologie féministe musulmane, d'une théologie islamique de la Nature vivante, d'une théologie islamique du pluralisme religieux.

Dominique Blain,
Émergence I, 2015

Un nouvel internationalisme est donc à l'ordre du jour, qui doit être fondé non pas sur les projections et désirs de la gauche occidentale, mais sur la confluence de l'ensemble des forces sociales, culturelles, politiques et religieuses de l'humanité.

UNE IMAGINATION SPIRITUELLE SOCIALEMENT CRÉATRICE

La théologie islamique de la libération peut contribuer à ré-enchanter le monde. C'est la raison pour laquelle ses militants et militantes comprennent l'urgence d'intensifier le dialogue avec les courants intellectuels et politiques qui ont à cœur le bien commun, la démocratie, la souveraineté, le droit des peuples, la justice sociale – tous ceux qui persistent à choisir l'anti-impérialisme et le non-alignement des générations précédentes, et qui ont surmonté leur intégrisme laïc. L'expérience du Forum mondial théologie et libération, qui accompagne le Forum social mondial, est de

Cette théologie islamique de la libération est une voie essentielle face à l'alternative mortifère qui nous contraint de choisir entre le fondamentalisme et la soumission à la modernité capitaliste occidentale.

ce point de vue très intéressante et devrait servir d'exemple. Le fait que plusieurs intellectuels musulmans aient fait leurs premières armes au sein du marxisme est aussi un facteur positif dans ces convergences. Ainsi, par exemple, Mounir Chafiq fut l'un des leaders de l'aile maoïste au sein de la

révolution palestinienne avant de donner à son engagement une forme islamique, mais les valeurs sont, au fond, toujours les mêmes. Il parle du nécessaire « processus de rapprochement, d'union et de solidarité » au sein du monde musulman et aussi avec le tiers-monde, pour sortir du cycle infernal des guerres civiles, en réponse à ce qu'il appelle la « dangereuse arrogance mondiale¹ ».

Les guerres impérialistes et coloniales, le péril écologique, la crise économique, les mouvements migratoires, le terrorisme, etc., sont des enjeux qui appellent des réponses planétaires. Un nouvel internationalisme est donc à l'ordre du jour, qui doit être fondé non pas sur les projections et désirs de la gauche occidentale, mais sur la confluence de l'ensemble des forces sociales, culturelles, politiques et religieuses de l'humanité, confluence à la fois anticapitaliste, anti-impérialiste, humaniste et écologiste. Chaque aire de culture, chaque continent doit être en mesure d'apporter sa

contribution à la déconstruction de la pseudo-civilisation du Capital et à l'émergence d'un système historique plus juste.

En refusant d'essentialiser l'Occident, le but est aussi de se souvenir de Novalis, Romain Rolland, Lelio Basso, François Rigaux, Simone Weil, Lady Gregory, ces hommes et ces femmes qui s'engagèrent dans une sincère amitié avec les peuples du Sud. Au cœur de cet héritage, le formidable travail de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples et du Tribunal permanent des peuples sont aussi des éléments précieux.

Il s'agit de faire éclore un universalisme pluriel. La gauche occidentale anti-impérialiste et respectueuse de la diversité des cultures et des civilisations est déjà partie prenante de ce processus. Citons, à titre d'exemple, les courants de la décroissance (Serge Latouche), de l'écosocialisme (Michael Löwy), de l'écodéveloppement (Lucie Sauvé). Par contre, d'autres pans de la gauche occidentale n'acceptent pas l'affirmation philosophique et éthique voulant que, s'il existe des valeurs universelles et transculturelles (écologie, justice sociale, émancipation de la femme, bien commun, etc.), celles-ci prennent des formes différentes au gré des imaginaires, des langues, des spiritualités, des histoires sociales. Pour nouer une entente avec les forces en faveur du progrès social et de la souveraineté qui existent dans la sphère arabe et musulmane (et dans les sphères du Sud d'une façon plus générale), y compris quand elles se réclament de la mémoire islamique, cette gauche doit faire une autocritique radicale et sincère, et découvrir un chemin d'humilité. Elle se doit aussi d'être courageuse dans la dénonciation des pouvoirs d'oppression.

Le Burkinabé Thomas Sankara citait Novalis dans un très beau discours à l'Assemblée générale de l'ONU, en 1984. Verra-t-on un jour des intellectuels au Nord faire l'éloge d'Ibn Badis ou du sultan Galiev? ●

1. Entrevue publiée sur le site de The International Solidarity Movement, <ism-france.org>, 24 mars 2010.

Relations 75 ANS

POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE



CONCOURS D'ÉCRITURE ÉTUDIANT

JEUNES VOIX

ENGAGÉES

TROIS BOURSES
DE 500 \$
À GAGNER!

Détails du concours : revuerelations.qc.ca

Date limite de soumission des textes : le 6 janvier 2016

[facebook](#) **Revue Relations**

PROCHAINS NUMÉROS

En 2016, *Relations* célébrera son 75^e anniversaire !

Pour l'occasion, la revue fait peau neuve et ses trois premiers dossiers de l'année formeront une trilogie sur la résistance (n° 783), la création (n° 784) et, dans notre édition de janvier-février (n° 782) :

l'amour du monde

Le combat pour la justice prend appui sur un amour du monde qui embrasse l'amour de la Terre, de la vie, du beau, du juste, mais aussi de ce qui relie entre eux les êtres humains, à travers le désir, l'action collective, l'expression de la liberté, la construction d'un monde commun. Il s'agit du socle fondamental de toute résistance et la créativité y plonge ses racines. Confrontés aux systèmes d'oppression qui détruisent des vies humaines et la cohésion sociale dans de nombreuses régions du monde, les femmes et les plus déshérités ne sont-ils pas au cœur de l'expérience la plus courageuse et la plus mystérieuse de cet amour ? Et réussissons-nous à en faire le moteur, à l'échelle planétaire, de la transformation radicale que la crise écologique et climatique nous impose ?

À lire aussi dans ce numéro :

- un débat sur l'urgence migratoire ;
- une table ronde sur l'encyclique du pape François, *Laudato Si* ;
- une analyse sur les mobilisations contre le gaz de schiste en Algérie ;
- les œuvres d'artistes choisis parmi ceux et celles qui ont illustré la revue depuis 2000.

Ce numéro sera disponible en kiosques et en librairies le 22 janvier. Pensez à le réserver.



Photo : Osire Glacier, Playa Guillermo, Cuba

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web : <www.revuerelations.qc.ca>.



Maîtrise en études du religieux contemporain

Plusieurs cheminements :

- Recherche
- Cours avec production de fin d'études
- Cours avec stage (en soins spirituels)



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE | Voir au futur

USherbrooke.ca/religieux-contemporain/maitrise



Le chant des migrants

TEXTE : NATASHA KANAPÉ FONTAINE

ILLUSTRATION : FANNY AÏSHAA

Tendue entre les distances
Tendue entre les lois
Entre deux feux je circule
Mon cœur mauve et rosé pompe
Attend le signal
Pour ralentir son rythme

Ici les arbres de la verdure
Qui ploient sous les cimes des toits
De briques de Montréal

Ici les travaux interminables
Boulevard Saint-Joseph
L'humidité pesante de notre temps
Sur les voitures luisantes au soleil
Le bruit des autobus et des klaxons
Du trafic libéré à la lumière
Je marche au-delà de moi-même
Au-delà des secrets de moi-même
Et je poursuis la ligne crochue des trottoirs
Rebaptisés par les voyous de la ville

Je pense à mon fils étendu sur les rivages
D'une grande eau revenue d'entre les légendes
À son visage pétri par le sable
À ses menottes libérées par l'écume de la mer
La mer tentant d'abreuver son neveu d'un peu de lait
De mère
De mes seins qui n'atteignent plus le fils
De ma Méditerranée intérieure
De ma mer Caraïbe intérieure
De mon Pacifique émoi

Je marche au-delà de moi-même
Je me souviens du fils prodigue
Je me souviens de Moïse séparant les eaux
Je me souviens de la Genèse, mon Abel
Je me souviens de l'Arche du déluge
Je me souviens de la Terre promise

Les récits de nos bibles fermées sur nos tables
De chevet
Ne peuvent même plus répondre aux cris des réfugiés
Aux cris des enfants sur les plages
Aux cris des parents perdus
À mon cri

Allez donc à nouveau prêcher votre invention
Allez donc courir en Syrie leur reprendre la misère
Pour la brûler, l'éradiquer de ce monde
J'ausculte en mon sein ma symbiose malade
le Christ pleurer sa propre parole

Mon sourire fatigué qui marche sur la rue
Ne sait plus séparer les continents
Découper la courbure des échines

Allons donc continuer à vivre
À choisir entre les migrants leurs chants et leurs vivres
À choisir entre la quincaillerie et le café où nous voir
À choisir entre la pomme et la poire
À choisir entre le ciel et la mer l'horizon
À choisir entre le Iphone 5 et le Iphone 6
Et se dire que les pauvres n'ont pas de cellulaire

À choisir entre le restaurant et la cuisine de la maison
À choisir entre les causeuses ou les fauteuils
À choisir entre le Walmart et le Costco
À choisir entre le fruit importé ou le vêtement *made in China*
À choisir entre sa lucidité et son mépris.

Je voudrais n'avoir plus rien d'autre
Que mon nom et mon corps intact
Suivre entre les troncs de la pinède à nouveau
Les warriors
Qui hurlent « *hasta la victoria siempre* »
Faire comme si nous étions Mexicains
Faire comme si nous étions revenus
À mille années plus tôt de notre histoire
N'avoir plus rien
Que la vérité
Du bois qui respire

Allons donc, sous les griffes blanches de la guerre
oublier la certitude des oliviers et des flûtes
oublier le chant de nos peuples qui migrent qui voyagent
oublier les déserts, la lumière écrasante sous leurs
méditations
oublier que nous ne sommes point, sans territoire et
sans terre,
des êtres vivants humains vibrants, être



Battement de cœur de Gwaii Haanas (peuple haïda), 2013

oublier nos danses en rondes sur le plancher de
nos moutons
nos brebis
nos buissons ardents
nos bisons qui arrosent de leurs larmes la terre prodige

oublier les tables de la loi des prophètes
de toutes visions horizons oraisons

oublier le nom de nos mères
et leurs cheveux en nattes défaits, tombés
au fond du puits des pétroles

de nos fossiles.

* * *

Assise sur l'avenue à la vue de tous les charognards,
je cherche comme un homme sans pas l'allégresse
ou la haine qui me portera à écrire. Je cherche le nom
des ruelles ou de la grande mer qui laissent passer les
pauvres et les démunis à l'ombre, à l'abri des vautours
et des buildings.

Sauf que la guerre est en moi comme partout. Tendue
entre les distances.



Conflit en Ukraine : agression russe ou guerre civile ?

La nature du conflit dans lequel a basculé l'Ukraine, à l'automne 2013, est aussi complexe que son issue incertaine.

MARK-DAVID MANDEL

L'auteur est professeur au Département de science politique de l'UQAM

À l'arrière-plan de la crise ukrainienne se trouve l'hésitation de l'ex président, Victor Ianoukovitch, à signer un accord économique avec l'Union européenne. Pendant plusieurs mois, cela a provoqué des manifestations sur le Maïdan (la place centrale de la capitale, Kiev), motivées par l'idée que cet accord était fondamental pour la prospérité du pays et la lutte contre la corruption.

Les manifestations se sont intensifiées face aux mesures répressives du gouvernement et avec l'arrivée en force d'éléments ultranationalistes – donc antirusse – des régions occidentales du pays. Le 21 février 2014, un accord négocié par des diplomates européens et prévoyant l'amnistie, la réduction des pouvoirs présidentiels, des élections anticipées et le dépôt des armes illégales, a été signé par le président et l'opposition. Mais un soulèvement armé d'éléments néofascistes l'a fait avorter, provoquant la fuite de Ianoukovitch. Un gouvernement national provisoire a été immédiatement mis en place et reconnu par les États occidentaux.

Moscou a perçu ces événements comme un coup d'État illégitime, un

autre exemple de « *regime change* » fomenté par l'Occident. À ses yeux, c'était une nouvelle étape d'une politique visant à « endiguer » la Russie, après l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est commencée en 1999, avec le bombardement, la même année, de la Yougoslavie, sans l'aval des Nations unies, et l'abrogation du traité anti-missile balistique, en 2002, entre autres gestes. Moscou a réagi en annexant la Crimée, site de son importante base navale. Cet acte a reçu l'appui massif de la population de cette péninsule qui, avant 1954, avait appartenu à la Russie pendant deux siècles. Très populaire en Russie également, cette annexion a cependant entraîné des sanctions contre le pays, le renforcement de l'OTAN comme alliance anti-russe et l'hostilité assurée du voisin ukrainien.

L'annexion de la Crimée a également encouragé des mouvements d'opposition, dans l'est et dans le sud du pays, contre le nouveau régime ukrainien, vu comme hostile et illégitime par une population majoritairement russophone et favorablement disposée envers la Russie. Son état d'esprit : « Ianoukovitch était un salaud, mais il était notre salaud. » Des mesures répressives ont généralement pu contenir cette contestation. Le cas le plus choquant a été le massacre, à Odessa, de 42 manifestants anti-Kiev par des néofascistes emmenés sur place de l'étranger. Toutefois, à Donetsk et à Lougansk, les manifestants ont réussi à occuper des bâtiments gouvernementaux. Qualifiant cette opposition de « terroriste », et sans faire le moindre effort pour rassurer la population locale, le nouveau gouvernement ukrainien a envoyé son

armée, renforcée d'unités néofascistes nouvellement incorporées à la Garde nationale.

Une vague nationaliste, promue par le gouvernement et par les médias contrôlés par des oligarques, mais alimentée aussi par la colère d'une partie de la population contre l'annexion de la Crimée, a par la suite balayé le pays. En mai et en octobre 2014, des élections ont ainsi porté au pouvoir à Kiev un gouvernement nationaliste décidé à poursuivre « l'opération anti-terroriste ».

RESPONSABILITÉS PARTAGÉES

Cette guerre a fait presque 8000 morts jusqu'à présent et causé le déplacement de plus de deux millions de personnes. Elle a complètement ruiné une économie déjà faible. Tandis que le gouvernement ukrainien et l'OTAN maintiennent qu'il s'agit d'une agression russe, Moscou et les insurgés de Donetsk-Lougansk parlent d'une guerre civile.

La réalité est un mélange des deux. Originaires de la région, la plupart des insurgés n'auraient pu tenir sans l'appui matériel et logistique de la Russie. L'ampleur de son intervention militaire directe est cependant grotesquement exagérée par Kiev. Malgré ce que prétend l'OTAN, la Russie n'a aucun intérêt à annexer ni le Donbass (région de Donetsk et de Lougansk) ni toute autre région de l'ancienne sphère soviétique. Et le gouvernement russe semble sincère dans son soutien aux accords de Minsk, signés en février 2015, qui prévoient un cessez-le-feu, une amnistie et une réforme constitutionnelle décentralisatrice, négociée directement avec les insurgés et qui offrirait à leur région un statut spécial, y compris l'autodétermination linguistique.

Par contre, la Russie ne peut se permettre une défaite des insurgés et une victoire militaire du camp ukrainien.





Le régime russe est certes corrompu et antidémocratique, mais la popularité de Poutine s'appuie sur un sentiment populaire patriotique, qui dérive d'une opposition à la politique agressive de l'OTAN largement partagée au sein de la population. À cela s'ajoute la peur du chaos qui suivrait le départ de Poutine, lequel, de son côté, fait de son mieux pour qu'aucune alternative crédible n'émerge.

Quant aux résidents non combattants de Donetsk-Lougansk, en les traitant de belligérants, le gouvernement ukrainien a assuré leur sympathie envers les insurgés, même si elle n'est pas unanime. De plus, l'armée ukrainienne a régulièrement bombardé des cibles civiles et érigé un blocus de la région, coupant les axes d'approvisionnement, y compris en eau et en médicaments, et rendant très difficiles les déplacements. Le gouvernement refuse aussi de payer les pensions, tout cela en violation des accords de Minsk. De surcroît, il adopte des lois qui semblent faites pour aliéner les résidents de Donetsk-Lougansk, comme celle qui glorifie les collaborateurs ukrainiens de l'Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale, responsables du massacre de centaines de milliers de Polonais et de Juifs.

Le gouvernement ukrainien n'a donc rien fait pour «gagner les cœurs et les esprits» de la population des régions insurgées. Le fait est que ce régime ne peut reconnaître la dimension domestique du conflit, car il a désespérément besoin de maintenir l'image d'une Ukraine en guerre de survie contre un agresseur russe vorace et perfide.

LA STRATÉGIE DES ÉLITES

C'est aussi une politique menée par les élites économiques et politiques ukrainiennes depuis l'indépendance (24 août 1991) qui caractérise ce conflit. Au lieu d'œuvrer pour l'unification d'une population divisée linguistiquement, culturellement et idéologiquement et qui habite un territoire qui n'avait jamais constitué un État indépendant, elles ont instrumentalisé et exacerbé les divisions pour acquérir un avantage dans leurs luttes internes et détourner l'attention populaire de leur corruption et de leur tyrannie. La guerre actuelle a permis à l'élite identifiée à la culture antirusse d'étendre son influence. Elle a aussi permis de faire oublier la dimension «anti-oligarchie» des mobilisations de Maïdan et de contenir la protestation populaire contre une situation économique désastreuse qui fait chuter l'appui au gouvernement dans les sondages.

La guerre a aussi assuré le soutien de l'Occident à l'Ukraine, bien qu'il y ait des signes de lassitude de ce côté. L'OTAN, pour sa part, était ravie de ce prétexte pour consolider ses rangs et voir augmenter les dépenses militaires des États-membres.

Par ailleurs, la coalition au pouvoir en Ukraine volerait en éclats si une initiative de paix sérieuse visant à réintégrer la région rebelle était lancée. Malgré cela, ce processus semble avoir déjà commencé, même si les gestes récents ont été plutôt symboliques et ne correspondent pas aux engagements de Minsk.

Quant à la gravité de la menace fasciste, si les opinions varient sur le sujet, elle est sans aucun doute un fac-

teur important dans la vie politique. À cause de la faible motivation des soldats réguliers, mais aussi pour des raisons idéologiques, le régime a intégré des unités néofascistes dans les forces armées, qui sont sans aucun doute coupables de crimes de guerre à l'est et qui conservent illégalement leurs armes après le service actif. Le contrôle de ces unités est ténu, comme le montre un incident récent à Kiev, où un néofasciste a tué trois policiers avec une grenade, blessant une centaine d'autres personnes, lors d'une manifestation contre des concessions somme toute symboliques faites aux insurgés. Un manifeste récent de «Secteur droit», parti néofasciste, constate que la révolution de Maïdan a échoué et appelle à mener la «révolution nationale» jusqu'au bout. Dmytro Yarosh, chef de ce parti et conseiller au commandement des forces armées, a déclaré publiquement son refus d'honorer l'accord de Minsk.

À l'heure actuelle, les néofascistes n'ont pas d'appuis importants dans la population, mais ils sont armés et organisés et savent ce qu'ils veulent, et la population, elle, est atomisée et politiquement déboussolée. Leur influence pourrait donc croître à mesure que la situation économique se détériore et si le pays sombre dans une situation de chaos politique à la suite d'une grave intervention du gouvernement, sous la pression des Occidentaux, contre les régions dissidentes.

Compte tenu de la faiblesse de la gauche, ce scénario est malheureusement plus probable que celui de l'émergence d'un vaste mouvement qui pourrait unir les forces populaires des différentes régions et cultures contre la domination des oligarques. Même si cela semble aujourd'hui une perspective lointaine, c'est pourtant la seule qui pourrait empêcher la désintégration du pays. ●

Photos de victimes de la place Maïdan à Kiev, affichées à la veille des commémorations des révoltes de février 2014. Photo : CP/Vadim Ghirda

LA TRANSMISSION DU PATRIMOINE RELIGIEUX AU QUÉBEC

Le changement de vocation du patrimoine religieux au Québec exige de s'interroger collectivement non seulement sur sa conservation, mais aussi sur le sens de sa transmission. Comment transmettre l'esprit du patrimoine religieux lorsque celui-ci change de vocation? Comment rester fidèle au charisme des communautés religieuses dans une perspective de poursuite de leurs œuvres sociales? Quels sont les modes de transmission existants qui visent à servir le bien commun?

Nous en discuterons avec :

MARC PELCHAT, théologien, vicaire général du diocèse de Québec;

JEAN PICHER, curé de la paroisse Saint-Roch à Québec;

LISE TANGUAY, supérieure générale des Augustines de la Fédération canadienne.

En collaboration avec



À QUÉBEC

LE MERCREDI 25 NOVEMBRE 2015

DE 19 H À 21 H 30

**ÉGLISE JACQUES CARTIER
(QUARTIER SAINT-ROCH)**

160-190, RUE SAINT-JOSEPH EST

LE MILITARISME DÉCOMPLEXÉ DU CANADA



Les interventions militaires du Canada – en Afghanistan, en Libye, en Irak ou ailleurs – sont souvent justifiées au nom de la « guerre au terrorisme ». Elles apparaissent pour plusieurs comme une rupture avec l'image d'État pacificateur et de médiateur dans les conflits internationaux que s'était forgée le Canada. Mais cette image est-elle conforme à la réalité historique? Qu'est-ce qui caractérise le militarisme actuel du Canada? Quel rôle y jouent les entreprises canadiennes?

AVEC :

RÉMI BACHAND, professeur au Département des sciences juridiques de l'UQAM;

ISABELLE GUSSE, professeure au Département de science politique de l'UQAM;

THIERRY LAPOINTE, professeur agrégé de sciences politiques à l'Université de Saint-Boniface.

À MONTRÉAL

LE LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

DE 19 H À 21 H 30

**MAISON BELLARMIN
25, RUE JARRY OUEST**

(MÉTRO JARRY OU DE CASTELNAU)

Contribution suggérée : 5 \$ RENSEIGNEMENTS: Agustí Nicolau : 514-387-2541, poste 241 ou <anicolau@cjf.qc.ca> | <cjf.qc.ca/ap>

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi.

La réforme Barrette : cap sur le privé en santé

La réforme Barrette vise-t-elle à améliorer l'accès au système de santé ou à le privatiser? L'examen du passé et des actions présentes du ministre ne fait pas douter d'un diagnostic favorable au privé.

JACQUES BENOIT

Depuis septembre 2014, malgré une opposition majeure et multisectorielle dont fait partie la Coalition solidarité santé, le ministre de la Santé et des Services sociaux, le Dr Gaétan Barrette, cherche à imposer une énième réforme du système de santé québécois. Sous prétexte d'améliorer l'accès au réseau public et sa qualité, il multiplie les projets de loi (PL) sur la structure du réseau (PL 10), l'accès aux médecins (PL 20), les services pharmaceutiques et d'autres questions (PL 28). Au moyen de super-cliniques, de la régulation des frais accessoires et d'un financement axé sur le patient¹, il fait miroiter des économies de 220 millions de dollars. Il a eu beau répéter qu'il n'y aura pas davantage de privatisation, personne n'est dupe. Un bref retour sur les dernières décennies s'avère éclairant à cet égard. Il permet de comprendre pourquoi les craintes d'hier des défenseurs du système public sont les certitudes d'aujourd'hui.

JE ME SOUVIENS... DU DÉFICIT ZÉRO!

Les années 1990 ont vu fondre les transferts fédéraux versés aux provinces pour financer les soins et services publics de santé. Au Québec, le premier ministre d'alors, Lucien Bouchard, poursuivant l'objectif du déficit zéro, a contribué à 18 000 mises à la retraite anticipées uniquement dans le domaine de la santé et des services sociaux, ainsi qu'à la fermeture de neuf hôpitaux.

Ce défaut de ressources dans le secteur public, dont on disait qu'il n'affecterait pas les services (un refrain repris sans cesse depuis), a causé des torts considérables: création de listes d'attente réduisant l'accès aux soins; délestage par l'État de la prestation publique vers les organismes communautaires et les entreprises d'économie sociale; mise en place d'une assurance médicaments hybride privée-public, qui contribue à faire du budget consacré aux médicaments le poste budgétaire le plus inflationniste (14% d'augmentation annuellement) du système.

Mentionnons au passage que la Banque mondiale, dans son rapport de 1997 intitulé «L'État dans un monde en mutation. Rapport sur le développement dans le monde», recensait six moyens utilisés par ses États membres pour ouvrir les services publics au marché. En plus du manque de ressources, on retrouve la décentralisation (régionalisation), la déréglementation, la tarification, la communautarisation et la privatisation.

Depuis plus de 20 ans, toutes ces stratégies ont été appliquées dans notre système public de santé et de services sociaux, à un moment ou à un autre.

L'ŒUVRE DE COUILLARD

L'élection du 14 avril 2003 porta au pouvoir le Parti libéral, dirigé par Jean Charest. Le Dr Philippe Couillard, aujourd'hui premier ministre, fut nommé nouveau ministre de la Santé.

Dès décembre 2003, le projet de loi 25 était adopté sous le bâillon, entraînant la fusion d'hôpitaux, de CHSLD et de CLSC pour former des Centres de santé et de services sociaux (CSSS), et créer les Agences régionales de la santé et des services sociaux. Les objectifs invoqués: améliorer l'accès aux services, diminuer la bureaucratie, faire des économies.

Peu après, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, dans son rapport «Des marchés publics dans la santé», démontrait que ces fusions visaient surtout à faire en sorte que les contrats donnés en sous-traitance par ces nouvelles structures atteignent les montants-seuils prévus aux accords de libre-échange sur les marchés publics. On ouvrait ainsi davantage la porte aux entreprises privées, au détriment d'une valorisation du secteur public, rendant tout retour en arrière très difficile, les gouvernements étant passibles de poursuites de la part de ces entreprises.

En décembre 2006, le projet de loi 33, permettant trois chirurgies en clinique privée et leur couverture par des assurances privées, a lui aussi été adopté sous le bâillon. Puis, en mars 2007, par voie réglementaire, le ministre Couillard permettait aux médecins de s'incorporer, de sorte qu'en 2014, 44% des 20 000 médecins du Québec étaient désormais incorporés. Ce changement à leur statut légal et fiscal, incluant l'accès à des déductions et autres avantages pour leurs entreprises, a entraîné une perte de plus de 150 millions de dollars d'impôts pour les gouvernements, révélait le Canal Argent, le 26 février 2014. Le 18 juin 2008, par décret, une cinquantaine de chirurgies ou de traitements médicaux réalisés dans des cliniques privées spécialisées pouvaient désormais être couvertes par des assurances privées. Puis, le 25 juin, toujours par décret, le ministre réduisait de moitié le coût des permis des cliniques privées spécialisées.

Philippe Couillard a ensuite démissionné et quitté la politique pour se joindre, à titre de conseiller stratégique, à Persistence Capital Partners, «le seul fonds privé d'investissement au Canada dédié à développer des opportunités d'investissement offrant un fort potentiel de croissance

L'auteur est coordonnateur de la Coalition solidarité santé

La carence en ressources dans le secteur public demeure le meilleur moyen de forcer le recours au privé.

dans le secteur de la santé», peut-on lire sur son site Web. En décembre 2008, devant une assemblée d'assureurs, il déclarait qu'on devrait « autoriser l'ouverture de plus de cliniques privées associées, permettre aux médecins québécois de pratiquer dans le privé et autoriser les Québécois à contracter des assurances privées pour des actes couverts par le régime public », et qu'il n'y avait « rien de scandaleux à ce qu'on fasse des profits dans le secteur de la santé² ».



Caricature de
Garrotte parue dans
Le Devoir, le 7 février
2015

LES IMPACTS DE L'ŒUVRE

En 2010, un rapport d'évaluation du ministère de la Santé et des Services sociaux faisait état, entre autres, qu'après six ans d'existence des CSSS, il n'y avait pas d'amélioration d'accès aux services; la surcharge de travail observée chez les gestionnaires était toujours aussi importante; la distance entre les installations complexifiait la gestion; et la confusion à savoir qui relevait de qui et qui faisait quoi était grande. Par ailleurs, presque tous les établissements avaient eu recours à des consultants ou à des firmes extérieures privées.

Le 12 mars 2014, la Coalition solidarité santé faisait à son tour un bilan public des dix ans des CSSS. David Levine, ex-pdg de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, André-Pierre Contandriopoulos, chercheur à l'Université de Montréal, René Lachapelle, ex-organisateur communautaire et chercheur associé à l'Université du Québec en Outaouais, et Johanne Archambault, ex-responsable de l'Observatoire québécois sur les réseaux locaux de services, y ont fait part de leur évaluation respective des fusions d'établissements et des résultats obtenus en regard des attentes. Leurs principales conclusions? Non seulement les fusions de 2004 n'ont pas rempli leurs promesses, mais elles ont causé les problèmes suivants: augmentation du pouvoir des médecins au détriment de la première ligne, perte

de proximité des services; peu (ou pas) d'intégration ni de continuité dans les services; coupes et réductions de services; détérioration des services sociaux; structures trop grosses et ingérables, etc. Mais surtout, ce processus a entraîné une augmentation de la privatisation.

En effet, les ressources du public ont été mises au service du privé par la sous-traitance des services d'entretien, de buanderie, d'alimentation, de fournitures médicales, des services à domicile, de certaines chirurgies, ainsi que par le recours à des agences de placement de personnel, l'utilisation de partenariats public-privé pour la construction d'hôpitaux, etc. En dix ans, les budgets de la santé avaient ainsi doublé, et le nombre de cadres avait augmenté de 30%.

ET ÇA CONTINUE...

Les élections provinciales du 7 avril 2014 portèrent au pouvoir un nouveau gouvernement libéral, avec comme premier ministre... Philippe Couillard. Dès l'automne, le nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux, le Dr Gaétan Barrette, déposait le projet de loi 10 (adopté sous le bâillon le 7 février 2015) fusionnant tous les établissements, les CSSS et l'Agence régionale d'une même région (sauf exception) pour former d'immenses Centres intégrés de santé et de services sociaux ou Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux. Les objectifs annoncés –les mêmes qu'en 2003–, soit améliorer l'accès aux services, diminuer la bureaucratie et faire des économies, cachent une fois de plus les visées réelles. Il s'agit toujours de favoriser la privatisation, en fusionnant à plus grande échelle encore les établissements (qui passent de 182 à 34), en éloignant les lieux de décision des lieux de prestation et en réduisant au maximum les espaces démocratiques que peuvent être les conseils d'administration pour y nommer désormais une majorité d'administrateurs « indépendants » du réseau –un élément applaudi par la Fédération des chambres de commerce du Québec.

Plus que jamais, le ministre de la Santé est omnipotent, ayant le pouvoir de nommer ou de dégommer toutes les directions générales et tous les administrateurs, et d'adopter par décret toute mesure qu'il juge nécessaire et pouvant même s'appliquer rétroactivement.

DE L'UTILITÉ DE L'AUSTÉRITÉ

Mais la carence en ressources dans le secteur public demeure le meilleur moyen de forcer le recours au privé. Ainsi, le budget Leitão du 26 mars 2015 prévoit-il une maigre augmentation de 1,4% du budget de la santé, ce qui est bien en dessous du 5,6% nécessaire pour couvrir les coûts de système. Il a annoncé une réduction de la cotisation des entreprises aux services de santé. Il a aussi confirmé l'abolition graduelle de la taxe santé, sans rien proposer en remplacement (par exemple un ajustement plus progressif des taux d'imposition), aggravant du même coup le déséquilibre entre les revenus et les dépenses.

Le gouvernement exige ainsi du réseau des compressions de l'ordre de 450 M\$ d'ici le 1^{er} avril 2016, et d'autres sont à venir. Or, des dépenses qui ne couvrent pas les besoins et une situation qu'on aggrave en renonçant volontairement à des revenus, ça ne peut entraîner qu'une seule chose: une désassurance de services. De fait, depuis le 27 juillet dernier, le Commissaire à la santé et au bien-être mène une consultation sur le panier de services assurés par la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Autre preuve de cette volonté de désassurer des services, qui est passée inaperçue: l'article 182 de la loi 28, adoptée le 20 avril 2015, qui modifie la loi sur l'assurance maladie pour y inscrire: «Malgré toute stipulation d'une entente visée à l'article 19, lorsqu'un service fourni par un professionnel de la santé cesse d'être un service assuré, toute somme prévue pour le financement de la rémunération de ce professionnel à l'égard d'un tel service est, à ce moment, exclue de la rémunération convenue avec l'organisme représentatif concerné.»

Le rapport *Cap sur la performance* de la Commission de révision permanente des programmes, déposé le 31 août dernier, indique pour sa part clairement que «Lors de l'instauration ou de la révision d'un programme, il faudrait procéder à l'examen obligatoire du mode de prestation, afin de déterminer qui, du secteur privé ou de l'État, est le plus apte à offrir le service le plus performant à meilleur coût. La commission rappelle que le secteur privé comprend aussi

bien les entreprises, avec ou sans but lucratif, que la société civile –et notamment les organismes communautaires» (p. 12). Il va ainsi dans le même sens que les déclarations du président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, et du ministre des Finances, Carlos Leitão, en faveur d'un repositionnement de l'État québécois, d'une ouverture encore plus grande à la sous-traitance de services et à leur privatisation, vues comme la panacée pour réaliser des économies.

Au final, la réforme Barrette est d'une telle nature qu'elle obligera la réécriture de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, et ce n'est qu'à ce moment que nous en saisissons toute la portée. En attendant, rappelons-nous ces paroles du ministre Barrette, prononcées le 13 novembre 2014, lors de la Commission parlementaire sur le projet de loi 10: «C'est dans la continuité [...] de la dernière réforme, qui a été stoppée un peu à mi-chemin, je dirais, parce que socialement il y a eu un certain niveau de contestation [...] Bien des gens, [...] viendront nous dire que c'est un projet qui favorise la privatisation! Y'a rien là-dedans, là, qui vient favoriser la privatisation.» ●

1. Sur cet enjeu, consulter cette page du site Web de la Coalition solidarité santé: <www.csssante.com/node/469>.

2. K. Gagnon, «Couillard livre un plaidoyer pour le privé en santé», *La Presse*, 10 décembre 2008.



CHRÉTIENS ET MUSULMANS
Proches et lointains
Maurice Borrmans | Médiaspaul



GUERRES PÉTROLE ET RADICALISME
LES CHRÉTIENS D'ORIENT PRIS EN ÉTAU
Marc Fromager | Salvator

Les Éditions Médiaspaul
félicitent *Relations*
pour la longévité de
son engagement social !





CHRÉTIENS D'ORIENT
Le courage et la foi
Jean Mohsen FAHMY | Médiaspaul



PHOTOS TROUVÉES
Jacques Nadeau | Médiaspaul

mediaspaul.qc.ca






Les grandes conférences climatiques sont-elles encore utiles ?

Les COP jouent plusieurs rôles dans la transition vers un monde sobre en carbone.

RENÉ AUDET

L'auteur est directeur de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM

En 2009, à la COP15 de Copenhague, le verdict général porté sur les résultats des négociations fut sans équivoque : il s'agissait d'un échec. Une année plus tard, la conférence de Cancun donna lieu à une « grande réussite ». Pourtant, la COP16 de Cancun avait essentiellement entériné « l'ignoble » Accord de Copenhague.

Clairement, il y a de quoi s'interroger sur le sens des mots *succès* et *échec* accolés aux négociations internationales sur le climat. Une grande partie de l'évaluation que l'on fait de ces conférences relève du discours politique et médiatique. C'est dire que leur « utilité » est matière à débat. On pourra certainement trouver des arguments pour contester la pertinence de ces grandes conférences, notamment en examinant les rapports de force qui s'y déploient, le peu de transparence des négociations ou l'écart entre les engagements des pays et les recommandations de la communauté scientifique.

Peut-être les jugements à l'encontre des COP tiennent-ils du fait que nous nous attendons à ce que les leaders mondiaux règlent à eux seuls l'immense défi du climat. Il me semble pourtant que les négociations internationales devraient être envisagées d'un point de vue plus large, comme une composante essentielle d'un processus global de transformation que l'on ne peut réduire à l'atteinte de cibles concernant les émissions des gaz à effet de serre (GES). Appelons

ce processus la « transition vers un monde sobre en carbone ».

Avons-nous besoin des négociations climatiques pour faire advenir cette transition vers un monde sobre en carbone ? À mon avis, celles-ci jouent au moins trois rôles importants dans le cadre de cette transition.

VERS UNE COHÉSION PLANÉTAIRE

Premièrement, les négociations internationales permettent de mettre en scène les défis de la transition. Cette mise en scène n'a souvent rien de serein – elle est au contraire tragique et conflictuelle. Pensons, par exemple, aux petits États insulaires qui ont pu faire reconnaître la précarité de leur situation et rejoindre les médias du monde entier grâce à la plateforme des COP. Pensons aussi au déplacement des pôles de pouvoir dans le monde, qui se reflète dans la prise de parole et le nouveau leadership de coalitions formées d'États en émergence, de pays africains et d'autres « groupes d'affinité ». Présentement, c'est toute l'industrie des hydrocarbures qui est mise sur la sellette lors des COP. Cette mise en scène est souvent symbolique, mais elle ne permet pas moins de mettre à l'ordre du jour planétaire des enjeux géopolitiques liés à la transition. Puisque le changement climatique est un problème planétaire, c'est bien à l'échelle de l'humanité qu'il faut envisager la transition.

Deuxièmement, sans préjuger de l'atteinte ou non des cibles de réduction de gaz à effet de serre, il convient

de reconnaître que les négociations climatiques nous obligent à nous projeter dans l'avenir, en tant qu'espèce. Un avenir allant jusqu'à 2100 et même au-delà. Cela n'est pas anodin. Même si, pour l'instant, cela ne concerne que les niveaux d'émission de GES. Et même si d'autres facteurs géopolitiques jouent dans le sens contraire. Il s'agit certainement d'un exercice fragile et imparfait, mais qui sait de quelle manière cette projection pourrait marquer les consciences et donner, lentement et progressivement, une nouvelle cohésion planétaire ?

PLANIFIER LA TRANSITION

Troisièmement, les niveaux de réduction d'émissions de GES qui seront décidés à Paris, en décembre prochain, auront une autre utilité : ils forceront les États et tous les acteurs sociaux à planifier leurs activités en fonction de contraintes à venir. Les tenants du discours de « l'économie verte » aiment affirmer que les cibles des gouvernements contribuent à donner des « signaux » aux acteurs économiques. Il me semble pourtant que l'enjeu est loin d'être exclusivement « économique ». Le signal s'adresse à tous : dorénavant, il faudra aussi planifier en fonction de nos émissions de GES, de notre adaptation au changement et de la création d'écosystèmes résilients et productifs.

Mettre en scène, projeter, planifier. En définitive, les négociations climatiques jouent un rôle plus important que leur utilité formelle – de nature politique et diplomatique – ne le laisse présager. Elles constituent l'une des forces incontournables de la transition vers un monde sobre en carbone. ●



Les Conférences annuelles des parties (COP) sont le principal organe de la convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques. Mais depuis plusieurs années, de puissants intérêts influencent ces négociations, compromettant leur aptitude à répondre efficacement à l'urgence climatique et environnementale. À l'aube de la COP21 de Paris, nos auteurs invités débattent de la pertinence de ces grands sommets.

Sans détourner la COP21, les voix pour la justice climatique ne se feront pas entendre.

MAXIME COMBES

La COP21 organisée à l'aéroport du Bourget, près de Paris, ne sauvera pas le climat. Les contributions volontaires que les États sont en train de dévoiler conduisent à un réchauffement climatique supérieur à 3°C d'ici la fin du siècle. Les négociateurs et commentateurs qui s'en satisfont, comme d'un premier pas, entérinent un crime climatique¹ : tout retard pris n'est pas acceptable, car il contribue à accumuler pour des dizaines d'années des masses considérables de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, générant le chaos climatique tant redouté.

Au regard de ce qui est aujourd'hui sur la table des négociations, s'il doit y avoir un accord à Paris – et il est vraisemblable qu'il y en ait un –, il ne sera pas à la hauteur des enjeux. Par manque de financement et absence de reconnaissance de la dette écologique accumulée par les populations riches, il ne sera pas juste, non plus. Enfin, il ne sera pas contraignant. Par contre, un florilège de « fausses solutions », qui font perdre du temps et des ressources, se déploient dans l'arène climatique, sous l'action de multinationales et de lobbies privés soucieux de préserver leur puissance.

QUITTER LES COP?

Il est tentant de conclure de ce tableau qu'il faudrait tout simplement abandonner le terrain de l'ONU. D'autant plus que les mouvements sociaux et écologistes sont le plus souvent confinés à un rôle de spectateur. Certains

considèrent d'ailleurs qu'il n'y a rien à faire dans ces négociations ; pire, qu'en continuant d'y assister, on ne fait que légitimer un espace et des procédures de gouvernance du climat qui désarment les voix critiques et font perdurer un modèle économique international insoutenable, à l'origine même de la crise climatique.

Ces critiques ne sont pas infondées. Néanmoins, désertir l'ONU laisserait le champ libre à ceux et celles qui ambitionnent d'étendre l'emprise des multinationales, de la finance et des technosciences sur le climat. Se retirer de l'ONU cautionnerait cette emprise croissante du secteur privé alors que les mouvements sociaux et écologistes clament depuis des années vouloir reprendre la main sur une instance supposée incarner les intérêts des populations, ceux des « peuples des Nations unies », selon le préambule de la Charte des Nations unies. Ce sont d'ailleurs des forces conservatrices et néolibérales qui restreignent les capacités de l'ONU à imposer des régulations internationales contraignantes. Elles se battent pour qu'aucune contrainte ne pèse sur les multinationales, tout en refusant que le droit de l'environnement puisse un jour prévaloir sur le droit du commerce et de l'investissement. Au sein des négociations sur le changement climatique, ces mêmes forces ont obtenu une victoire probante : les États déterminent de façon unilatérale et autonome, sans contrainte, leur contribution, là où les négociations du protocole de Kyoto avaient assigné des objectifs chiffrés à chacun d'eux.

SUBVERTIR LA COP21

Que faire donc ? Entre les deux mauvaises solutions que sont d'avoir de grands espoirs vis-à-vis de la COP21 et d'abandonner l'ONU parce qu'elle n'est pas à la hauteur des enjeux, le chemin à emprunter est étroit. Tout en continuant de se battre au sein de l'ONU pour éviter le pire, les mouvements sociaux et écologistes doivent se servir de la COP21 comme d'une caisse de résonance des luttes pour la justice climatique, celles qui peuvent permettre de transformer durablement le rapport de force en faveur d'une transition écologique et sociale d'ampleur. C'est au nom de l'urgence climatique qu'il faut cesser de se concentrer sur les négociations. Au contraire, nous proposons d'utiliser ce rendez-vous pour décentrer l'attention et imposer notre propre ordre du jour. De nombreuses batailles-clés pour le climat sont gagnables, comme celles contre les traités de libre-échange, et elles ne se jouent pas nécessairement à l'ONU. L'idée est donc de renforcer les luttes et les propositions offensives et transformatrices que les mouvements comme Blockadia, Alternatiba, Divest, portent et incarnent.

Et si les mouvements sociaux et écologistes devenaient prescripteurs d'opinion en dictant le dernier mot lors de la COP21 ? Quittons le rôle de spectateurs auquel nous sommes généralement confinés, pour devenir acteurs en organisant des mobilisations et des actions de masse à la fin des négociations. Piratons donc la COP21, pour ne plus jamais rien lâcher ! ●

1. Voir l'appel « Crimes Climatiques Stop » : <crimesclimatiquesstop.org>.

L'auteur, économiste et militant d'Attac France, est l'auteur de *Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition* (Seuil, 2015)

KIOSQUE NUMÉRIQUE

ARTS VISUELS CINÉMA CRÉATION LITTÉRAIRE CULTURE ET SOCIÉTÉ HISTOIRE ET PATRIMOINE LITTÉRATURE THÉÂTRE ET MUSIQUE THÉORIES ET ANALYSES

Vous pouvez ajouter les revues culturelles québécoises à votre bibliothèque virtuelle en visitant le site Web de la SODEP.

**LA CULTURE
EN REVUES**

SODEP.QC.CA

Conseil des arts
et des lettres
Québec 



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Canada 

ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Les responsables des deux provinces Jésuites du Canada, Jean-Marc Biron et Peter Bisson, ont fait parvenir une lettre à Stephen Harper, alors premier ministre, ainsi qu'aux chefs des principaux partis fédéraux, le 9 septembre dernier, pour les interpeller au sujet des réfugiés en provenance du Moyen-Orient. S'appuyant sur l'expertise du Service jésuite des réfugiés, présent sur le terrain en Syrie, en Irak, en Libye et au Liban notamment, ils enjoignent le gouvernement canadien à en faire davantage pour répondre à l'urgence actuelle. Ils demandent notamment que le Canada accueille plus de réfugiés, plus rapidement, et qu'il rétablisse certaines mesures de soutien aux réfugiés, atrophiées au cours des dernières années par les conservateurs. La lettre appelle aussi le gouvernement à augmenter son aide humanitaire dans la région, et à s'engager à travailler pour la paix plutôt que de poursuivre dans la voie guerrière, qui ne saurait apporter une solution durable, en particulier en Syrie. Pour lire la lettre: <jesuites.org>.

INFORMATION RELIGIEUSE

Une nouvelle agence de presse spécialisée en information religieuse a récemment vu le jour au Québec. Depuis le mois de septembre dernier, *Présence* offre sur son portail Web une couverture journalistique québécoise, canadienne et internationale du fait religieux, dans ses incidences sociales, politiques, éthiques et culturelles. L'agence indépendante produit des contenus originaux et diffuse aussi des articles produits par son réseau de partenaires. Voir: <presence-info.ca>.

ÉLAN POUR LE CLIMAT

Il est encore temps de signer le manifeste pour un Élan Global, qui appelle la société québécoise à se mobiliser pour un monde sans hydrocarbures. En recueillant 100 000 signatures d'ici le début de la conférence de Paris sur les changements climatiques (du 30 novembre au 11 décembre 2015), l'objectif de la campagne est d'initier un mouvement visant à faire connaître les actions à mener pour atteindre la «neutralité carbone» en 2050. Dans cette optique, une grande marche pour le climat aura lieu le 29 novembre à Ottawa, la veille du début de la conférence de Paris, afin de faire pression sur le gouvernement fédéral nouvellement élu. Renseignements: <elan-global.org> et <100possible.ca>.

TRAVAIL DÉCENT

Le 7 octobre dernier, dans le cadre de la Journée mondiale pour le travail décent, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) a lancé une campagne intitulée «La précarisation du travail n'est pas une fatalité: de la sensibilisation à l'action pour un travail décent». Quatre fiches informatives et des capsules vidéo permettront de faire connaître différents enjeux liés à la précarisation du travail, au Nord comme au Sud, dans une perspective de solidarité internationale pour la défense du droit à un travail décent. D'autres outils pédagogiques sont également prévus afin d'animer des discussions et ateliers dans les lieux de travail. Renseignements: <ciso.qc.ca>.

EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAËL

La dernière campagne électorale fédérale aura permis au mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) d'interpeller le public et les différents partis politiques sur l'appui du Canada à Israël, malgré les graves violations du droit international et des droits des Palestiniens que commet l'État israélien. Outre des pancartes dénonçant l'impunité du régime d'apartheid israélien, la Coalition BDS Québec a lancé un appel à l'embargo militaire complet contre Israël au Québec. La Coalition cible notamment la compagnie CAE, basée à Montréal, qui a plusieurs contrats avec Israël dans le domaine de l'aviation militaire. BDS Québec interpelle également la Caisse de dépôt et placements du Québec pour qu'elle cesse ses investissements dans l'industrie militaire israélienne, en particulier dans CAE, dont elle détient des actions. BDS est un mouvement international citoyen visant à faire pression sur Israël pour qu'il respecte le droit international et les droits des Palestiniens. Renseignements: <bds-quebec.ca>.

GOLDSTYN PRIMÉ

Notre caricaturiste et illustrateur Jacques Goldstyn vient de remporter le Prix jeunesse des libraires du Québec (catégorie 6-11 ans) pour son album *L'arbragan*, publié aux éditions La Pastèque. Quelques-uns des magnifiques dessins qui illustraient notre numéro de juillet-août 2015, «Fragments d'éphémère» (n° 779), étaient tirés de ce beau livre, qui raconte avec poésie l'histoire d'un petit garçon solitaire qui se lie d'amitié avec un arbre nommé Bertolt. Toutes nos félicitations à l'auteur!



DOCUMENTAIRE

L'HEUREUX NAUFRAGE

RÉALISATION : GUILLAUME TREMBLAY

PRODUCTION : OVIZION

QUÉBEC, 2014, 46 MIN.

<HEUREXNAUFRAGE.COM>

Cet excellent documentaire présente des entretiens avec des penseurs et des artistes contemporains qui dénoncent le vide spirituel de la société contemporaine et y répondent par une recherche personnelle de transcendance.

Le réalisateur du film, Guillaume Tremblay, partage cette perspective. Même si les dogmes l'« exaspèrent » et



les fondamentalismes l'« effraient », il pense que les valeurs chrétiennes restent une source d'inspiration pour les gens du Québec. Dans son film, il donne la parole à des personnalités françaises et québécoises, croyants et non-croyants confondus – Denys Arcand, André Comte-Sponville,



Bernard Émond, Stéphane Laporte, Léo-Paul Lauzon, Solange Lefebvre, Pierre Maisonneuve, Ginette Reno, Éric-Emmanuel Schmitt – et bien d'autres qui pensent que la société contemporaine, en réaction à la chape de plomb imposée par la religion officielle pendant des décennies, a jeté le bébé avec l'eau du bain. Vidée de grands idéaux communs, la société laisse chaque individu seul dans une lutte pour son succès personnel. L'écrivain Éric-Emmanuel Schmitt dit à juste titre: « On est dans la seule époque où quand un garçon de 15 ans demande à son père "Quel est le sens de la vie?", le père se tait. »

Le film est divisé en deux parties: la première analyse le vide spirituel de la société et ses causes; la deuxième rapporte les idées positives des interlocuteurs, leur quête de sens et leur engagement social. Sur le site Web du film, on trouve de l'information sur les personnes interviewées et des citations intéressantes de chacune d'elles. Le philosophe André Comte-Sponville, qui s'affiche comme athée, dit bien ce que plusieurs personnes pensent: ni la science ni la philosophie ne peuvent démontrer l'existence ou la non-existence de Dieu. C'est la foi religieuse qui affirme la présence de Dieu. Si on n'a pas la foi, si le message d'aucune religion en particulier ne nous rejoint, on peut être agnostique ou athée sans pour autant être hostile à la religion, et ressentir de la sympathie pour les croyants poussés par leur spiritualité à l'amour et à la solidarité. L'agnostique ou l'athée réfléchi peut aussi cultiver une spiritualité, souligne Comte-Sponville.

Le réalisateur donne également la parole à quelques catholiques. Ginette Reno nous dit que, sans la présence de Dieu dans sa vie, elle n'aurait jamais pu en traverser les grandes difficultés.

Deux prêtres sont interviewés, Jacques Grand'Maison et Benoît Lacroix; tous les deux manifestent de l'ouverture à la laïcité de l'État et au pluralisme de la société québécoise. Le père Lacroix dit même que le naufrage de l'Église au Québec constitue un événement heureux – d'où le titre du documentaire – parce que les gens ont été forcés de réfléchir et de passer d'un conformisme superficiel à de profondes convictions spirituelles. « L'Église-institution terrestre avec ses hauts murs ne m'intéresse plus. Ça ne veut pas dire que le message qui était derrière tout ça ne m'intéresse plus », affirme d'ailleurs Pierre Maisonneuve.

Dans certains réseaux, des voix catholiques ont regretté que le film donne priorité à l'agnosticisme, et non à la foi, disant que l'Église a changé depuis le concile Vatican II et que les accusations faites contre le catholicisme par la plupart des interviewés ne sont plus valables. Quant à moi, en tant que théologien, j'ai été plutôt fasciné par ce film qui m'a même rendu joyeux; j'ai été impressionné par ces gens qui, hors de la religion, manifestent une sensibilité spirituelle, se sentent interpellés par un appel à l'amour et se laissent guider par leur cœur.

Les artisans du film invitent d'ailleurs les personnes et les groupes intéressés à organiser dans leur région des projections publiques et des discussions autour des questions soulevées par le documentaire. Une trousse d'animation, qui comprend entre autres 14 capsules vidéo sur différentes thématiques, est d'ailleurs disponible. Elle permet à l'œuvre de déborder du format restreint de 46 minutes qu'impose la télédiffusion.

GREGORY BAUM

LA CRISE ÉCOLOGIQUE : UNE CHANCE ?

Naomi Klein

TOUT PEUT CHANGER. CAPITALISME ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Montréal, Lux Éditeur, 2015, 596 p.

Collaboratrice de *Harper's* et de *Rolling Stone*, chroniqueuse affiliée au *New York Times*, au *Guardian* et à *The Nation*, la journaliste Naomi Klein propose dans cet ouvrage très fouillé – il a nécessité cinq années de travail et l'assistance de deux chercheurs –, un regard sur la crise des changements climatiques en tant que catalyseur potentiel de plusieurs luttes écologiques et sociales. Elle entrevoit la possibilité de mettre fin au système économique déréglementé, incompatible avec les politiques nécessaires pour se sortir du pétrin de la crise écologique. À ses yeux, de manière globale, une planification à long terme, une fiscalité plus progressive et des dépenses publiques plus soutenues sont nécessaires. Parmi les nombreuses pistes de solutions exposées dans ce livre, on trouve une gestion plus démocratique de l'énergie par les collectivités, le revenu minimum garanti, la redéfinition du droit commercial, la taxe Tobin sur les transactions financières, l'élimination des paradis fiscaux, la taxe de 1 % sur les fortunes des milliardaires – qui générerait à elle seule 46 milliards de dollars par

année –, la diminution de 25 % des dépenses militaires des pays les plus militarisés, la taxe sur le carbone et l'élimination des subsides aux compagnies pétrolières. Selon l'auteure, il n'est pas trop tard pour agir, mais nous avons besoin, entre autres, d'un équivalent du plan Marshall. À cet égard, elle affirme que Barack Obama a manqué une occasion historique, en 2008, lors de la crise des *subprimes*, de réformer en profondeur le système financier et de propulser un tel plan.

Naomi Klein critique les classes dirigeantes politiques et économiques qui ne se soucient guère des populations ni du sort de la planète. Ce ne sont pas elles qui nous sortiront de l'impasse. Le lobby des compagnies gazières et pétrolières, aux États-Unis seulement, dépense près de 400 000 \$ par jour. Si rien n'est fait, les dépenses liées à l'exploitation des sables bitumineux seront de 364 milliards de dollars d'ici 2035. L'auteure critique aussi les alliances douteuses entre certains groupes environnementaux et de grandes compagnies pétrolières. Ainsi, le World Wildlife Fund entretient des liens de longue date avec Shell, et Nature Conservancy, qui est l'un des groupes environnementaux les mieux pourvus des États-Unis, détenait, en 2012, 22,8 millions de dollars dans des industries d'énergie fossile.

La mobilisation sociale est donc la clé. L'auteure constate que dans les

nouvelles régions affectées par la crise écologique, les populations sont de moins en moins conciliantes avec ces industries. « Chaque puits de fracturation aménagé près d'une prise d'eau municipale et chaque train de charbon traversant une petite ville donnent aux collectivités concernées des raisons de détester l'industrie des combustibles fossiles. En ignorant cette réalité, les sociétés pétrolières et gazières sont peut-être en train de creuser leur propre tombe politique » (p. 357-358). Klein fonde beaucoup d'espoir, en particulier, en une alliance entre différents mouvements sociaux et les mouvements autochtones qui sont en première ligne. Les Autochtones de partout dans le monde, en effet, détiennent un puissant levier politique en raison des conventions et traités qu'ils ont signés, notamment.

Selon l'auteure, l'histoire montre que les grands changements sociaux ne se font pas petit à petit, mais par une suite rapide de tournants décisifs. Elle fait une comparaison intéressante avec la fin de l'esclavagisme aux États-Unis afin de montrer qu'un système économique de grande importance peut changer rapidement. « Au début de la guerre de Sécession, les esclaves étaient des actifs dont la valeur dépassait celle de l'ensemble des banques, usines et sociétés ferroviaires du pays,





selon l'historien Eric Forner» (p. 513). Malgré tout, l'esclavagisme, jugé immoral, a été abandonné sans transition. Cette analogie montre que le changement radical du paradigme économique actuel, basé sur les énergies fossiles, est tout aussi possible. Il suffit d'une volonté politique.

Ce changement radical implique aussi une vision différente du monde, fondée sur l'interdépendance plutôt que sur l'hyper-individualisme, sur la réciprocité plutôt que sur la domination, sur la coopération plutôt que sur la hiérarchie.

Ce livre foisonnant et méticuleux, aux nombreuses notes explicatives, est non seulement une source impressionnante de renseignements, mais un formidable et inspirant appel à l'action.

BERNARD HUDON

ENTRE NATURE ET CULTURE

Benoit Coutu (dir.)

DE LA DUALITÉ ENTRE NATURE ET CULTURE EN SCIENCES SOCIALES

Montréal, Les éditions libres du carré rouge, 2014, 342 p.



Nous vivons actuellement une grave crise écologique, plus ou moins assumée. Nous assistons également à la multiplication des technologies permettant de « maîtriser » la nature ainsi qu'au déploiement d'un système économique mondialisé demandant une quantité grandissante de ressources naturelles. Notre environnement étant aménagé à partir de critères socialement construits, la technologie s'y insère comme force structurante. Nous pouvons de plus en plus transformer notre corps au gré de notre volonté. La possibilité d'une plus grande « cyborgisation » de l'humain semble devenir une tendance. Quelle est l'influence de ces phénomènes sur le rapport entre la nature et la culture? Comment comprendre la continuité

d'un tel questionnement à une époque si effervescente? Vivons-nous un moment de rupture dans la manière dont la culture est en interaction avec son environnement? Si ce n'est pas le cas, de quelle manière peut-on envisager, aujourd'hui, une continuité dans notre façon de réfléchir le rapport entre la nature et la culture en sciences sociales?

C'est à ces questions fondamentales, entre autres, que tente de répondre cet ouvrage collectif, dirigé par Benoit Coutu, qui trouve son origine dans un colloque portant sur l'actualité de la dualité nature/culture en sciences sociales, tenu à l'UQAM en avril 2011.

Plusieurs des auteurs du livre s'intéressent à des phénomènes sociaux précis. Par exemple, Lyne Nantel analyse la crise écologique dans une réflexion sur les éthiques de la nature. Marie-Pierre Boucher s'intéresse aux transformations des débats portant sur la dualité nature/culture dans le cadre de discours féministes contemporains, plus particulièrement concernant l'essentialisation du sexe et du genre, ainsi que l'amalgame constructiviste humain-machine-nature. Daphne Esquivel Sada, pour sa part, aborde la communauté scientifique œuvrant en nanotechnologie et sa perception de la dualité nature/artifice. Rémi de Villeneuve se demande ce que signifie la nature à l'ère des théories post-modernes et de la post-humanité. Défendant une position humaniste, il tente de réconcilier l'époque contemporaine et la possibilité d'une nature humaine qui ferait encore sens. Jacques Mascotto conclut l'ouvrage avec un ambitieux chapitre où il critique avec une plume acerbe le processus de transformation du monde vécu, toujours plus fortement influencé par le capitalisme qui soumet l'être humain à un véritable dressage afin d'assurer que l'ensemble de ses actions se réduisent à leur seule valeur marchande.

D'autres chapitres portent plutôt sur des considérations philosophiques, herméneutiques et épistémologiques. C'est le cas de l'article de

Guillaume Lamy, qui fait une analyse qualitative fine de l'œuvre d'Edward Wilson portant sur la sociobiologie, et de celui de Louis-Gilles Gagnon, qui s'intéresse à la dualité humain/animal à partir des écrits du philosophe Cornelius Castoriadis, proposant une réflexion autour de la tension entre l'imaginaire radical et l'imaginaire social. Maxime Lefrançois, quant à lui, aborde le concept de besoin et en décrit l'histoire intellectuelle pour réfléchir la différence entre besoins naturels et culturels.

La question de la relation entre nature et culture demeure épineuse. Il apparaît alors primordial de réfléchir aux différents angles d'analyse possibles pour arriver à mieux comprendre cette problématique à partir des sciences sociales. La richesse de cet ouvrage collectif réside autant dans la diversité des approches que dans le tour de force consistant à conserver un fil conducteur à travers la variété des objets analysés.

JEAN-PHILIPPE RIOUX-BLANCHETTE

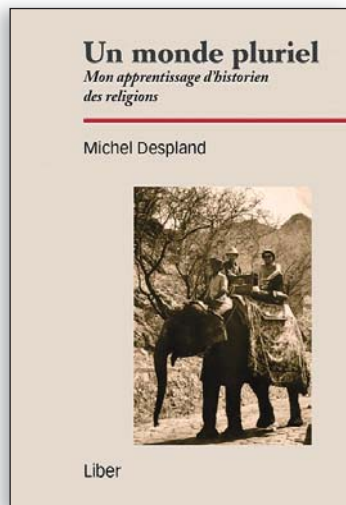
UNE VIE QUI DONNE À PENSER

Michel Despland

UN MONDE PLURIEL. MON APPRENTISSAGE D'HISTORIEN DES RELIGIONS

Montréal, Liber, 2015, 306 p.

Michel Despland nous propose en quelque sorte une autobiographie intellectuelle: le cheminement de pensée d'un enfant suisse du canton de Vaud devenu pasteur, puis théologien, et enfin historien des religions. Ce genre littéraire est un art fascinant et difficile, naviguant entre la confiance intimiste, l'introspection et le jugement sur les autres ou la société. Immigré à Montréal en 1965, Despland enseigne à l'Université Sir-George-Williams, qui se fonda par la suite à



l'Université Concordia. Il a produit, au long d'une riche carrière, une œuvre intellectuelle d'envergure en tant qu'historien des religions et, pourrait-on dire, de prospecteur des voies de rencontres entre religions et sociétés.

Ce livre ne se résume pas facilement. Il est fait de 48 courts chapitres relatant souvent des rencontres et expériences personnelles de l'enfance à aujourd'hui ainsi que des récits de voyage fort nombreux. L'ensemble donne un portrait impressionniste dont le vrai propos n'est pas simplement autobiographique mais offre une réflexion sur les centres d'intérêt de l'auteur. C'est un *patchwork*, certes inégal, mais toujours intéressant. L'auteur fait de la mise en scène et de la mise en récit, comme si chaque expérience devenait leçon de choses. Cela fait penser, en moins systématique, au *Tour du monde d'un écologiste* du biologiste Jean-Marie Pelt.

L'ensemble de l'ouvrage est charmant, vif, suggestif. L'amour de l'auteur pour le Québec est évident, celui

des années 1960 et de la Révolution tranquille, mais aussi celui du printemps étudiant de 2012. Il a beaucoup d'admiration pour l'Amérique du Sud, surtout le Brésil, et la façon dont le christianisme s'y est inculturé. J'ai beaucoup apprécié une courte réflexion sur l'égalité et sur ce qu'il appelle les «relations asymétriques ou inégales» (p. 237-239). De même pour «la sortie de la religion et politisation de la religion» (p. 243-251). «Ce que l'on voit apparaître ici et là de nos jours, ce n'est pas un retour du religieux, mais sa mutation. Ce qui semble venir n'est pas ce qui fut perdu. La nouvelle religion sans culture peut paraître universelle parce qu'elle est culturellement neutre. Et peu impliquée dans la lourde pâte du quotidien économique et social» (p. 251). On trouvera de même une section très ferme sur la question palestinienne: «Il faudrait un miracle pour rompre la spirale fatale entre la sécurité des uns, si rationnellement organisée (mais économiquement si coûteuse), et le dénuement désespéré et désespérant des autres» (p. 275). On trouve également un beau coup de chapeau au pape François.

Despland a ses auteurs fétiches – surtout Rousseau, Augustin, Kant, Locke, Hume – et sa culture est immense (philosophie, littérature, sciences sociales, etc.). À cet égard, on aurait apprécié quelques notes en bas de page – il n'y en a aucune –, indiquant des références.

Tout compte fait, voilà un livre magnifique qui donne à penser, facile à lire malgré le caractère aride de certains thèmes. Au carrefour de nos débats sur la laïcité, la pensée de Despland mérite d'être connue et discutée.

ANDRÉ BEAUCHAMP

L'ESPRIT D'UNE VILLE

Monique Proulx

CE QU'IL RESTE DE MOI

Montréal, Boréal, 2015, 432 p.

Avec ce roman, Monique Proulx apporte sur Montréal un regard inusité. Elle entreprend de repérer, à travers différents visages contemporains, quelque chose de la soif d'absolu qui habitait Jeanne Mance, cofondatrice de la ville avec Paul Chomedey de Maisonneuve. Voilà un pari littéraire audacieux, en contraste avec l'embaras habituel entourant les origines spirituelles de Ville-Marie.

La figure de Jeanne Mance s'est estompée dans notre mémoire collective. Comme trace publique de son œuvre, il reste bien la magnifique sculpture de Louis-Philippe Hébert devant l'Hôtel-Dieu, fondé par elle sur le site initial d'Hochelaga. Le monument rappelle la compassion de cette

Notre dernier numéro :

La réforme au féminin

**Cahiers
de spiritualité
ignatienne**

3 numéros par an

(418) 653-6353

cahiersi@centremanse.org

www.centremanse.org

La spiritualité en dialogue avec la culture contemporaine



infirmière laïque, vouée au soin des malades et des blessés, français et autochtones, dans un établissement administré par elle jusqu'à sa mort en 1673. Mais combien se souviennent qu'elle avait formé, avec Maisonneuve, le projet de venir jeter ici les bases d'une cité franco-amérindienne et chrétienne où cohabiteraient les «montréalistes» et les «sauvages»? Projet né de la foi profonde de ces deux croyants et marqué par une authentique sensibilité humaniste. «Folle entreprise», selon les administrateurs de Québec, plutôt portés au commerce. Vision idéaliste en effet, qui se transforma au fil du temps, mais dont *Ce qu'il reste de moi* veut déceler une certaine survivance dans la ville moderne.

Pour illustrer son propos, Monique Proulx évoque la présence d'un «feu originel», comparable à celui qui animait Jeanne Mance, dans la générosité sociale du personnage de Virginie ou la quête incessante de celui de Laurel, par exemple, ou encore dans le désir d'émancipation du juif Markus, la rébellion de Laila, la compassion du soufi Khaled ou le discernement libérateur du prêtre exorciste Guillaume. Dans tous les cas, il s'agit de «ces ferveurs plus grandes qu'humaines qui s'ébattent partout en quête de l'inaccessible» (p. 305), manifestations parfois paradoxales d'un désir universel de transcendance et de dépassement.



Entre tous ces itinéraires, l'auteure tisse ingénieusement les fils d'une trame où se dessinent par touches successives des traits de la pionnière de Montréal: sa confiance et sa détermination, alors même qu'elle ne sait rien encore du voyage dans lequel elle s'engage; son ouverture à l'autre, à l'inconnu, dans un contexte social et politique qui aurait pu conduire plutôt à la méfiance; son appel à un dénuement total, une «faim d'anéantissement» de l'égo qui la poussera au don de sa vie dans des conditions physiques et morales extrêmement éprouvantes. On pourrait ajouter, avec les mots d'aujourd'hui, l'espoir d'un autre monde possible qui inspirait le rêve d'une cité idéale en Nouvelle-France.

Tout au long, la romancière explore avec tendresse la complexité de la condition humaine. Elle porte sur ses personnages un regard de compassion, sachant capter dans leurs détresses une beauté voilée, comme chez ce mendiant innu, Charlie Putulik, qui «quête les deux mains ouvertes avec fierté, avec entrain, comme s'il offrait quelque chose au lieu de demander.

[...] C'est un transmetteur d'humanité» (p. 45-46). Ou encore chez Zahir, qui poursuit une grève de la faim dans une église: «Qu'est-ce qu'un homme?», se demande son frère Khaled. «Qu'est-ce qu'un homme perdu, terrifié, qu'est-ce qu'un terroriste? [...] L'Amour originel se cherche sans cesse lui-même, et ça ressemble à de la douleur, ça ressemble à de la violence, mais c'est tout simplement de l'amour qui se cherche. C'est ça, un homme [...]. Un homme est un condensé d'amour obscurci» (p. 342).

Depuis sa parution récente, cette œuvre de maturité a suscité beaucoup d'intérêt. Avec l'originalité de son propos, la vivacité de son écriture, sa finesse d'observation et son sens du spirituel au cœur des passions humaines, l'auteure nous donne un fort beau livre, digne successeur d'*Aurores montréalaises* (Boréal, 1997). On y trouve autant matière à réflexion que plaisir de lire. Sur un ton parfois grave, parfois enjoué, l'imaginaire de Monique Proulx nous entraîne dans une enquête captivante, nourrie par un regard pénétrant. On en ressort avec le goût de refaire connaissance avec Jeanne Mance, et peut-être aussi de porter attention à cette source ardente qui continuerait de rejoindre par toutes sortes de canaux secrets la multitude bigarrée de Montréal.

GUY CÔTÉ

Féministe, musulmane et engagée

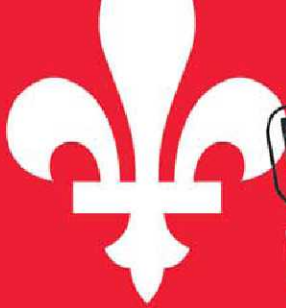
ALIMENTER LES IDÉES



**POUR LE TEXTE
ET LE CONTEXTE**



LE DEVOIR



REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ

L'AUSTÉRITÉ
DÉTRUIT

L'AUSTÉRITÉ
EST UN ÉCHEC

L'AUSTÉRITÉ
N'EST PAS
UNE SOLUTION



f t v refusons.org